

le monde  
libertaire

hebdomadaire de la Fédération anarchiste  
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

# le monde libertaire

Mauvais coups: Raffarin ne  
chôme pas

Intermittents: la lutte continue

Dossier: le 11 septembre 1973  
au Chili

Canicule: l'été  
meurtrier

## rentrée des casses



M 02137 - 1327 - F: 2,00 €



2€

0026-9433

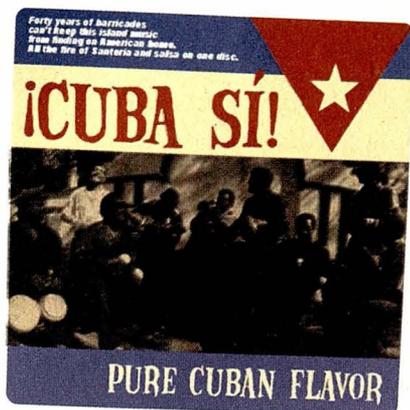
*« Dressez-vous comme les lions après le repos en une  
foule invincible. Secouez vos chaînes comme la rosée  
tombée sur vous pendant votre sommeil. Vous êtes une  
multitude et ils sont si peu ! »*

Percy Bysshe Shelley

hebdo n° 1327

du 11 au 17 septembre 2003

# Sommaire



Si on en croit Oliv, la **pauvreté** engraisse les riches, page 4

Coup de **chaud**, par Sed, page 4

**Ladrisme** est revenu, page 5

Les **casseurs** à l'ouvrage,  
par Patrick Schindler, page 5

**Intermittents**, la lutte en  
continu, par Sylvie, page 7

Les vertus de la **Ligue**,  
par Daniel T., page 8

**Hécatombe**, par André  
Sulfide, page 9

Le 11 septembre, celui de **Pinochet**,  
par Gérard Delteil et Maurice Joyeux, page 11

Pat' Schindler, sans aucun mauvais **genre**, page 17

Des **femmes** sur un bateau, par ls@, page 18

**Cuba**, pays de la non-liberté, par Dany Lenoir, page 19

**L'arme** à l'œil, page 20

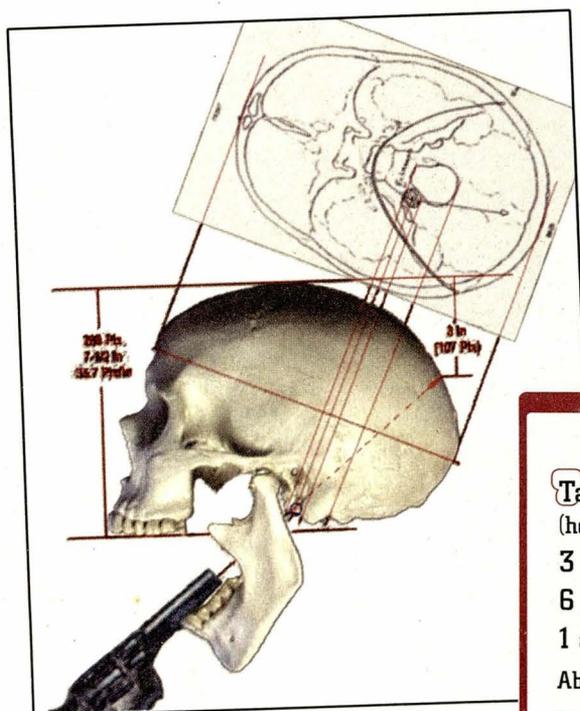
Pas de lézard avec **Lazare**, page 21

Pouget, Ravachol et ses **chicots**, page 21

**Agenda** et Radio libertaire, page 22

Enfin une **semaine** où on ne nous fait pas marcher, page 23

Les **utopies** socio-sonores, page 23



Directeur de publication: Bernard Touchais  
Commission paritaire n° 0906 I 80740  
Imprimerie EDRB (Paris)  
Dépot légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - EDRB  
Diffusion NMPP

Le Monde libertaire est imprimé  
sur papier recyclé.

Photos et illustrations de ce numéro:  
droits réservés.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n <sup>os</sup>	○ 20 €	○ 32 €	○ 27 €
6 mois 25 n <sup>os</sup>	○ 38 €	○ 61 €	○ 46 €
1 an 45 n <sup>os</sup>	○ 61 €	○ 99 €	○ 77 €
Abonnement de soutien	○ 76 €		

\* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)  
\*\* les chèques tirés sur des banques hors france subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Chèque bancaire  Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

**2 abonnez-vous !**

Le Monde libertaire, du 11 au 17 septembre 2003

# Editorial



C'EST LA RENTRÉE ! Après avoir remonté leurs troupes dans leurs « universités d'été » avec de grands principes généreux et de malicieuses sentences assassines envers leurs adversaires, les politicards sont prêts à remonter sur le ring. Les effets d'annonce fusent à tout va, mais concrètement on attend de voir venir. Les intermittents ont entamé leur rentrée de lutte sans beaucoup d'échos, les altermondialistes essaient de mobiliser maladroitement contre le sommet de Cancún.

La canicule meurtrière a servi d'assommoir dont beaucoup se sont servis : soit en étant solidaires des morts, il n'y a pas de risque, il ne peut plus leur arriver grand chose ; soit pour dénoncer un service de santé public défectueux, alors qu'ils l'ont mis en place et entretenus tel quel. Qu'à cela ne tienne, cela peut servir encore à exploiter les salariés un jour de plus, c'est toujours ça de pris. L'important, pour notre gouvernement, c'est de respecter les promesses électorales avec lesquelles sa majesté Chirac a appâté ses électeurs ; la plus importante de toutes étant la baisse des impôts, parce que, vous l'aurez compris, l'UMP drague plutôt ses électeurs parmi les citoyens situés dans les tranches supérieures des contributions directes. Cela creusera encore un peu plus le fossé social entre les riches et les pauvres. Que les grévistes du printemps dernier se rassurent, le montant porté sur leur déclaration de revenus aura baissé en comparaison de celui de l'année dernière.

Il y a trente ans, ce 11 septembre, la droite prit le pouvoir à travers l'armée dans un pays d'Amérique latine, le Chili. Depuis, les militaires n'ont jamais rendu compte des exactions commises pendant 17 ans. Pendant ce temps là, chez nous, l'armée se voyait interdire l'invasion du plateau du Larzac par une bande d'hurluberlus chevelus. Trente ans après, une nouvelle génération de militants ont occupé symboliquement ce même plateau pour exprimer leurs raz-le-bol de ce monde libéral imposé comme standard. Le paysage politique qui nous entoure a changé et l'on se rapproche de plus en plus d'un monde orchestré d'une manière fortement inspirée du 1984 de George Orwell et du *Meilleur des mondes* d'Aldous Huxley. Aujourd'hui la gôche, d'un extrême à l'autre, cherche à se mettre à l'avant garde de l'altermondialisation et de l'alter-capitalisme. Pendant ce temps, Raffarin et sa clique travaillent à la rentrée des casses : du service public à la sécurité sociale en passant par d'autres acquis sociaux.

Du 11 au 16 novembre 2003

## Forum social libertaire, Salon du livre anarchiste

Wally Rosell

LES LIBERTAIRES ont décidé d'organiser un Forum social, un salon du livre, des manifestations. Pourquoi ?

Les anarchistes considèrent que les pratiques de luttes doivent être cohérentes avec les objectifs de transformation sociale qu'ils proposent. D'où la nécessité de, régulièrement, échanger, débattre sur les expériences, les pratiques que nous mettons en place.

C'est ainsi que la CNT a organisé en 2000 la semaine « Pour un autre futur », qu'un premier forum libertaire a eu lieu à Montreuil, que s'est tenu le salon du livre libertaire l'année dernière.

Face à ce que l'on nomme la « mondialisation », les individus expriment un fort désir de rupture avec la logique libérale sans qu'une idée précise de ce qui doit changer ou de comment le changer concrètement soit crédible à leurs yeux.

Si ce refus se fédère dans des luttes, le manque de perspectives d'un autre futur en rupture avec le capitalisme provoque un sentiment de fatalité.

Pourtant ce projet existe : l'anarchisme !

Pour le crédibiliser, les libertaires mettent en place aujourd'hui des expériences, bases possibles à la société de demain. Les libertaires proposent des revendications immédiates en rupture avec le capitalisme, le patriarcat, l'étatisme, le nationalisme xénophobe, le militarisme, le sexisme, le productivisme et la religion. Les libertaires participent à la mise en place de pratiques autogestionnaires basées sur l'action directe, la gestion directe des luttes, les comités de grèves, le mandatement et la révocabilité.

FSL : « Un autre monde est possible. » Oui, mais lequel !

Bien évidemment, les organisateurs du FSL n'ignorent pas le projet du Forum social européen. Si le FSL, comme le FSE, organise des

débats, des manifestations, des expositions, un espace vidéo, une garderie, etc. Le FSL n'a jamais voulu s'intégrer au FSE. Pourquoi ?

Pour une grande partie des organisateurs (Attac, l'ex-gôche plurielle), l'objectif du FSE n'est pas de travailler sur un projet sociétair et le développement de luttes en rupture avec le capitalisme. Il est conçu comme le socle nécessaire à la construction d'une perspective politique aux mouvements sociaux, perspective dont l'objectif est l'élection présidentielle de 2007 et non la construction d'une société autogestionnaire, égalitaire, libertaire.

Le FSL est donc un projet autonome, parallèle au FSE, il a sa propre logique, sa propre organisation. Ses organisateurs ne demanderont pas de subventions au gouvernement, au conseil régional, aux entreprises, que nous combattons. Son accès sera libre.

Les débats seront centrés autour de l'échange d'expériences et de luttes actuelles : l'écologie, les services publics libertaires, la place du travail dans la société, la libre circulation, l'éducation libertaire, la criminalisation de la misère, l'antisexisme et le patriarcat, laïcité, la lutte contre l'extrême droite et le populisme, citoyenneté ou lutte des classes, altermondialisation ou anticapitalisme.

### Où ? Quand ?

Le FSL se déroulera du 11 au 16 novembre. Son temps fort se déroulera à Saint-Ouen du vendredi 14 au dimanche 16 où se dérouleront les débats, le salon du livre anarchiste, l'espace vidéo, une cantine autogérée à prix libre, la garderie, des expositions. Radio libertaire réservera une très grande partie de ses programmes à cet événement.

Espace eurosites, 27, rue Bodillot,  
Saint-Ouen. M<sup>o</sup> Mairie-de-Saint-Ouen  
(Ligne 13).

## Chaud devant !

La vague de chaleur qui a traversé l'Europe cet été devrait être responsable de la mort de plus de quinze mille personnes, dont environ dix mille pour le seul territoire français. Cette vague de chaleur n'est pas la première et ne sera pas la dernière. Lisbonne en 1981 (environ 400 morts), Marseille en 1983 (300 morts), Athènes en 1987 (plus de 900 morts), Chicago en 1995 (environ 700 morts), en sont quelques exemples récents.

La plupart des victimes sont des personnes âgées, comme n'ont pas manqué de le souligner nos grands médias nationaux, se livrant à leur jeu continu de mise en spectacle de l'existence et à la simplification à outrance. Cette fois-ci, c'était les vieux qui mourraient, abandonnés par leurs familles.

Mais l'âge n'est probablement pas le facteur essentiel. Durant l'été 1901, dans les plaines du Middle West aux États-Unis d'Amérique, la surmortalité de l'été s'est établie à 9500 morts, principalement chez les jeunes enfants, atteints de diarrhées et de gastro-entérites dues à une mauvaise conservation des aliments et une contamination de l'eau de boisson. Ce genre d'épisode serait impensable aujourd'hui, avec les progrès de l'hygiène alimentaire, la généralisation des réfrigérateurs et les antibiotiques. Ce qu'on peut constater en revanche, c'est qu'aujourd'hui comme hier, ceux qui meurent de la chaleur le font faute d'avoir les moyens de s'en protéger. Tout comme en hiver, où les personnes qui meurent de froid se recrutent dans les populations les plus pauvres, qui n'ont pas de toit ou d'argent pour payer l'électricité ou le gaz.

Les inégalités économiques et sociales sont là une fois de plus responsables de la mort de milliers d'individus. On a aussi beaucoup glosé sur l'irresponsabilité des hommes politiques, qui étaient au frais au Canada ou ailleurs pendant que leurs administrés subissaient la chaleur. Ces hommes politiques qui cassent à tours de bras la protection sociale, transformant petit à petit les services publics (éducation, santé, retraite) en marchandises, au nom d'une idéologie capitaliste qui nous envoie droit dans le mur, quand se rendra-t-on compte qu'on n'a rien à en attendre et se décidera-t-on à s'en passer, en gérant les services publics nous-mêmes, sans soucis de rentabilité et de profit ?

Sed

# Patrons, propriétaires la pauvreté, une affaire à ne pas manquer

LES RICHES sont toujours de plus en plus riches et, pourtant, ils profitent souvent de maintes facilités fiscales, réductions de charges sociales et diverses aides publiques, ce qui est censé bénéficier à l'ensemble de la population, puisqu'on nous martèle qu'ils sont les moteurs de la société, que ce sont de grands entrepreneurs dynamiques à l'allure de bons samaritains philanthropes qui n'ont d'autre but que de donner du travail au populo. Sans eux, nous ne serions rien. Ils se sacrifient pour nous ! Alors, ils méritent bien quelques compensations, non ? Une autre solution existe. Elle est là, sous nos yeux aveuglés par les tubes cathodiques : reprenons-leur ce qu'ils nous ont volé. Rien est à eux, tout est à nous !

En France, les 39 dirigeants des sociétés cotées en bourse au CAC 40 gagnaient en 2000 l'équivalent de 498 fois le Smic annuel. En 2001, ce montant s'est élevé à 554 fois le Smic. Aux États-Unis, modèle capitaliste par essence, les gains annuels de leurs homologues outre-Atlantique est passé de 20 fois le salaire moyen en 1980 à 85 fois en 1990 pour culminer à 531 fois en 2000. Les fortunés se portent donc très bien et ne cessent de s'enrichir<sup>1</sup>.

À côté de ça, la précarité s'accroît. Le sous-salariat devient la norme. Le RMI se mute en RMA pour « Revenu minimum d'activité », travail à mi-temps et galère « salariée » suivant la galère chômée. Les fins de mois seront toujours aussi difficiles, surtout les trente derniers jours. À qui bénéficiera cette « mesure sociale » ? Au patronat ! Un projet de loi déposé au Sénat qui a de quoi faire frissonner de plaisir le Medef. L'employeur qui embauchera un « Rmaste » touchera une aide équivalente au RMI pour une personne seule. Il sera exonéré des charges sociales afférentes aux bas salaires, les cotisations sociales n'étant versées que sur la partie du salaire comprise entre le montant du RMI et le salaire distribué ! Ces « sous-salariés » à temps partiel ne coûteront que de 2,70 à 3,40 euros de l'heure selon le montant des exonérations, soit 15 à 30 % du prix normal de l'heure de travail<sup>2</sup>.

Le parc de logements sociaux ne répond pas aux besoins, et de plus en plus de personnes ont des difficultés à payer un loyer. Alors, qui bénéficie d'aide ? Les propriétaires du privé bien sûr ! Les AIVS (Agences immobilières à vocation sociale) démarchent les proprios pour les convaincre que louer à des pauvres, ça peut rapporter. En échange d'une réduction de loyer de 30 % par rapport au prix du marché, ils ont droit à des exonérations fiscales (abattements de 6 à 60 % sur les revenus), une aide pour mettre à neuf les apparts loués (crédits de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, primes des collectivités, etc.) et des garanties en cas d'impayés et de dégradations<sup>3</sup>.

Nous vivons dans un drôle de monde où la répartition inégale des richesses crée la misère et où, pour soit disant faciliter la vie des « miséreux » de plus en plus nombreux, on engraisse leurs exploiters ! On appelle ça « activer les dépenses passives ». Rmistes, chômeurs, condamnés à 2000 balles mensuels à perpète (du RMI au RMA pour finir en minimum vieillesse), vous ne serez plus oisifs ni passifs ! Raffarin et Seillière subventionnent vos patrons pour vous exploiter et vos proprios pour vous racketter en échange d'une piaule. Gare à toi, les frères Sarko veillent ! Si tu échappes à celui du Medef, l'autre te réserve d'autres logements « sociaux » et même de quoi bosser dans le nouveau parc immobilier pénitentiaire en construction...

Oliv  
groupe Nada, Toulon

1. *Le Monde*, 29 novembre 2002.

2. Claire Villiers, Agir ensemble contre le chômage ! (AC !); Philippe Villechallan, Association pour l'emploi, l'information et la solidarité (Apeis); Jean-François Yon, Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP); Willy Pelletier, Fondation Copernic.

3. *La Marseillaise*, 13 juin 2003.

## Quand l'autruche éternue...

### Il est minuit, docteur Kouchner

« Si Chirac dit qu'il est midi à 12 heures, je ne vais pas dire qu'il est 13 heures. »

(Bernard Kouchner, chômeur)

M'est avis que Kouchner vise le poste de Grand Maître des Horloges et Pendules du Palais de l'Élysée. Parce que je viens de regarder ma montre et, désolé pour lui, mais il est 13 heures. Pile.

### Fragilité de l'entreprise

« Tati a dû faire face à des difficultés conjoncturelles :

la guerre du Golfe, les grèves, la canicule. »

(Fabien Ouaki, patron)

S'il pleut à la Saint-Médard et que le 11 novembre tombe un jour férié, alors Tati est foutu.

### Poésie de la fermeté

« Il faudra faire preuve d'une certaine fermeté vis-à-vis de ceux qui se dissimulent souvent sous les plumes de la révolution. »

(Jacques Barrot, UMP)

Et prévoir un budget spécial pour le goudron.

### Jouons un peu avec Nicolas

« Il nous faut continuer la lutte contre l'économie souterraine, contre le terrorisme, contre l'immigration illégale et le trafic de drogue. » (Sarkozy, ministre)

Ami lecteur, amie lectrice, sauras-tu retrouver l'intrus qui s'est malicieusement glissé dans la liste de Nicolas? Tu as trouvé? Bravo! Envoie vite ta réponse, sur papier libre, place Beauvau, tu gagneras peut-être une visite des flics.

### Du pain, des jeux et des manifs

« Heureusement que l'on a les sportifs français pour nous mettre du baume au cœur. » (Bernard Thibault, de la CGT)

Et heureusement qu'on a de gentils syndicats pour nous mettre de la pommade au cul.

### Et un, et deux, et trois gauchismes

« Bien différend du gauchisme n° 1, on voit en effet monter en puissance un gauchisme n° 2, davantage culturel, lui. »

(M. Wiewiorka, sociologue au numéro nul)

Culturel, ça veut dire qu'on a lu des livres. Le gauchisme n° 1 était analphabète et ne savait que cogner, le gauchisme n° 2 a appris à causer mais ne sait plus cogner. Vivement le gauchisme n° 3 qui, sans même lâcher son bouquin, s'en ira gifler Wiewiorka.

Fredo Ladrissé

(Sources: le Figaro, France Info, Libération, le Nouvel Observateur, le Parisien)

c'est toute

... la jungle qui s'enrhume



Juillet 2003, manif des intermittents. Photo M. Frédéric.

# veille estivale soldes sociales

## C'est toujours l'été qu'ils nous achèvent

### Patrick Schindler

À PEINE les plus chanceux d'entre nous bouclaient leur sac à dos que les escrocs en tous genres soldaient nos derniers acquis sociaux. Agenda morbide, juillet-août 2003.

**Retraite:** le Conseil constitutionnel valide la loi Fillon. Verdict: allongement de la durée de cotisation à 40 ans d'ici fin 2008, 41 en 2012 et 42 en 2020. Dans le régime général, les femmes bénéficieront, in extremis, de 2 ans par enfant élevé (Maréchal, nous voilà...), mais pas les hommes. Les paxés n'auront pas droit à la même réversion que les couples mariés ou divorcés. Pour les sénateurs et députés complices: « La loi sur le Pacs demeure un tabou ».

**Voile:** Chirac crée la commission Stasi, afin de « redéfinir la laïcité ». En attendant, à la rentrée, le lycée musulman de Lille ouvrira ses portes et plusieurs piscines plongeront dans la non-mixité (horaires spéciaux pour les femmes, avec baies vitrées et voilées). Pour plus d'infos, lire la brochure Prochoix, n° 25 « Voile ».

**Riches-pauvres:** le baron de Seillière déclare au Monde: « Le vent des réformes ne souffle pas assez fort en France. » Le 21 juillet, mon salaire (je bosse dans le privé) n'a toujours pas été viré. Le DAF nous conseille de porter plainte auprès de l'inspection du travail: « Vous serez ainsi

responsables du dépôt de bilan. » Il ajoute: « Vous n'avez qu'à avoir un salaire d'avance. » Et lui, il en a combien?

**Conneries:** le FHaine sonde ses militants. 93 % sont contre l'élargissement de l'UE, 99,14 % contre l'intégration de la Turquie, 50 % pour l'entrée de la Suisse dans l'Union. Conséquents.

**Immigration:** adoption du projet de loi Sarkozy sur la « maîtrise de l'immigration et le séjour des étrangers ». Durcissement des conditions de mariage. Pour faire passer la sauce, Sarkozy qualifie la double peine de « décision injuste, cruelle et inefficace ». Néanmoins, les élus locaux sont désormais libres d'appliquer « leur propre politique », en matière d'accueil, et le Gisti est accusé d'être « un des relais de la délinquance, sous prétexte de solidarité ».

**Question:** l'Onu tente de comprendre pourquoi les Roms ne sont pas intégrés en Europe. Vaste sujet de réflexion, et encore combien de dizaines d'années pour nous l'expliquer?

**Fascisteries:** Berlusconi élu représentant de l'UE pour six mois, dérape à Strasbourg et traite un parlementaire allemand « digne de figurer dans un film nazi comme kapo ». Qui est qui?

**Intermittent-e-s:** 40 entreprises qui se servent largement du statut sont montrées du doigt dans le Monde. Cela n'empêche pas

Aillagon de rappeler « qu'intermittent n'est pas un statut, mais une assurance chômage ». Le baron de Sellière accuse « les intermittent-e-s de ne pas jouer le jeu de la rentabilité ». Petit rappel: 50 % des intermittent-e-s ne perçoivent pas d'indemnités et une bonne part des autres touchent moins que le smic. Qui vole qui?

**14 juillet:** Chirac soutien la politique de Raffarin. José Bové reste en prison, jusqu'au 2 août. Nelson Mandela, invité de passage, rappelle les conditions inacceptables des malades du sida en impasse thérapeutique, victimes du mercantilisme de l'industrie pharmaceutique. Mandela parti, les États riches donnent. Résultat annoncé: le fonds de lutte sida manquera de fonds... dans les 18 mois à venir.

**Libéralisation:** épargne des pauvres. Le gouvernement décide de baisser le taux de rémunération du Livret A.

**Prétexte:** « Les Français pauvres doivent avoir honte: ils empêchent par leur petite épargne, le financement des logements sociaux »!

**Profits:** le Parlement adopte la loi « initiative économique ». Mesure phare: réformer l'ISF, afin de... « favoriser la création d'entreprises et d'emplois »!

**Sauvageons:** deux personnes condamnées à Lille, sous couvert de la nouvelle loi Sarkozy pour « circulation illicite » dans les halls d'immeuble.

**Social:** à la rentrée, 8 000 nouveaux plans sociaux annoncés, dans le secteur de l'industrie.

**Santé:** Mattei refuse de promulguer une loi sur les abus causés par la chirurgie esthétique, tandis que les médecins continuent à tricher. Bilan: trou d'un milliard d'euros pour la Sécu. En revanche, il propose de « lutter contre les gaspillages, à l'aide d'une contribution forfaitaire des assurés, payée sur chaque médicament utilisé, ou encore, d'une franchise ou d'une participation par consultation ». Il prétend « avoir trouvé ces idées jamais utilisées, dans le fond de ses tiroirs » caisse?

**Survie:** fin juillet, certain-e-s enseignant-e-s grévistes se demandent encore si leurs heures de grève seront payées ou défalquées de leur feuille de salaire.

En attendant, le carnet de timbres passe à 5 euros, de métro à 10 euros et les paquets de clopes à 4 (sans parler du reste).

**Prostitution:** premier rapport de la loi Sarkozy, après 775 procès-verbaux. La loi appliquée n'est pas la même selon les municipalités, selon le Monde: « préventive dans certaines et trop répressive dans d'autres ». Les tribunaux sont perplexes. Et nous, donc!

**Papesque:** Le pape souhaite que soit incorporé dans la Convention de l'UE « la tradition chrétienne, pour faire face au défi du laïcisme ». Il « encourage la répression des homosexuels qui souffrent d'une anomalie » et recommande de « s'opposer aux unions homosexuel-le-s et à l'adoption légale d'enfants: l'absence de bipolarité en empêchant la croissance normale ».

**Prison:** Sarkozy annonce la création de 600 places supplémentaires d'ici 2006, dans les centres hébergeant les étrangers en attente d'une mesure d'éloignement du territoire.

**Caresses pour ses électeurs:** le gouvernement décide une baisse de la TVA pour les commerçants restaurateurs.

**Raveurs:** Sarkozy s'en mêle. Les raveurs interdits sur le plateau du Larzac sont « encadrés » sur une aire d'autoroute.

**Canicule:** le gouvernement permet aux centrales nucléaires de reverser le trop-plein d'eau surchauffée à plus de 30 degrés dans les rivières polluées et laisse crever 10 000 vieux.

**Menace sociale:** Les salariés d'entreprises en procédure de redressement ou en liquidation ne recevront plus que la moitié de leurs indemnités, cela « afin de soulager les comptes de l'Association de la garantie des salaires, déficitaire ». Ça a le mérite d'être clair.

**Recapitalisation:** Alstom sera renflouée par des fonds publics, tout comme bon nombre de banques et autres labos pharmaceutiques.

**Amendement Coluche:** les donateurs aux associations humanitaires bénéficiaient de 60 % de déduction d'impôt sur le revenu. Aujourd'hui, la nouvelle loi « pour le développement du mécénat » parue au JO, transmet les mêmes privilèges aux donateurs pour les associations d'intérêt général (clubs sportifs, pêche et chasse, etc.).

Au dessous de 150 000 euros de budget, ces associations bénéficiaires de dons ne seront pas obligées de présenter des comptes certifiés!

**Claque:** 600 000 bénéficiaires du Pare (dernière mesure socialo-démocrate) seront transformés en RMIstes début 2004. En tout cas, ceux qui n'ont pas eu « la chance » de retrouver un travail et ça doit en faire du monde... Pour l'instant personne n'en parle, sauf nous!

**Mémoire sélective:** à propos de RMI, Papon en a fait une demande. Elle a été rejetée, mais la majorité UMP à l'Assemblée a voté le 30 juin, un amendement lui permettant de toucher 320 euros de revenu mensuel. Sûrement pour faire oublier que malgré ses crimes contre l'humanité, il avait été un des fondateurs du RPR.

D'autres vieux détenus malades et condamnés attendent toujours la mort en taule, mais eux, sans espoir d'en sortir et surtout sans un euro.

Et si avec tout ça, on n'assiste pas à la Sociale à la rentrée, je pars en vacances! P.S.

## CLIMAT SOCIAL:



Patrick Schindler est militant du groupe Claaaaaash de la FA à Paris (Groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org).



# Le fabuleux destin de la culture en France

Sylvie

**CRÉÉ PAR ANDRÉ MALRAUX**, le « statut des intermittents » visait à donner aux professionnels non permanents du spectacle vivant et de l'audiovisuel une identité propre au regard des institutions sociales (retraite, assurance maladie, formation continue, assurance chômage, etc.).

En parallèle, la création de plusieurs maisons de la culture dans la plupart des villes françaises de moyenne importance (Le Havre et Grenoble furent les premières) permit à l'ensemble des professionnels l'accès à des moyens financiers non négligeables et leur laissait le choix sur la manière d'exercer leurs métiers : intégrer des équipes de création permanentes ou travailler ponctuellement (on dirait aujourd'hui en « free lance ») pour telle ou telle équipe de création, et enrichir ainsi les échanges sur les pratiques et la création culturelles. C'est à ces derniers que s'applique l'appellation officielle de « professionnels intermittents du cinéma, de l'audiovisuel, de la diffusion et du spectacle ».

## **Vous avez dit « solidarité » ?**

Chacune et chacun de ces professionnels se voit retirer sur chaque bulletin de salaire des cotisations sociales (formation, maladie, vieillesse, congés payés, chômage, etc.) dont les taux sont spécifiques à leur régime, et parfois plus élevés que ceux du régime général !

Par contre, peu d'entre eux bénéficient des « avantages » liés à ces cotisations sociales. En effet, très peu d'artistes interprètes se met-

tent en arrêt maladie, le nombre croissant d'accidents du travail fait que peu de techniciens arrivent vivants à l'âge de la retraite, etc. Et, s'il était vrai que dans ces professions les jours chômés seraient plus nombreux que pour d'autres (ce qui reste à prouver, aucune étude sérieuse n'ayant été faite !), la balance de l'ensemble des prestations sociales n'est en aucun cas déficitaire !

Et quand bien même elle le serait... Dans ce domaine, il ne s'agit pas de faire des profits, mais de faire jouer la solidarité ! La question se pose devant le luxe des bâtiments des différentes caisses qui, soit dit en passant, sont toutes gérées par une société privée depuis quelques mois !

## **Vous avez dit : « culture pour tous » ?**

La situation actuelle que vivent les professionnels intermittents prend sa source dans les années 70. En effet, en réaction aux dispositions de Malraux, le Parti communiste français a voulu se présenter aux yeux de ses futurs électeurs comme « l'avant-garde » culturelle et a investi pas mal de moyens pour l'accès à la culture. Force est de reconnaître que, dans les villes gérées par le PCF, les activités culturelles florissaient en échange d'un coût modique pour le public, et que beaucoup d'expériences intéressantes y ont été menées !

En mai 1981, lorsque la gauche socialiste arrive au gouvernement, elle met un point d'honneur à tenter de reprendre aux communistes cet aspect de leur programme politique,

Sylvie est militante du groupe Un Autre Futur de la Coordination des groupes anarchistes.

voyant là un moyen sûr d'asseoir sa popularité auprès des personnes les plus défavorisées et de gommer l'image « gauche caviar » qui risquait de lui nuire lors des différentes élections. Un vaste programme fut donc lancé vers les banlieues des grandes agglomérations et des sommes considérables ont été allouées à la création culturelle.

Mais toute médaille a son revers, et ce gouvernement n'avait pas imaginé qu'en permettant l'accès des plus défavorisés à la culture, ils donnaient l'occasion à un grand nombre d'entre eux de se rencontrer, de s'organiser, de prendre conscience de leurs richesses d'innovation et de créativité, et surtout de leur potentiel de réflexion, d'analyse et de réaction ! Aussi, furent-ils sidérés de constater qu'on ne propose pas un accès à la culture comme on gave des oies, et que – très rapidement – des besoins se firent sentir d'une expression culturelle spécifique et non plus parachutée, que ces gouvernants n'avaient guère envie de satisfaire ; et la frustration fit monter et s'exprimer les colères et les revendications... Qu'à cela ne tienne ! Il leur suffisait de fermer les robinets de la façon la plus discrète possible.

### **Vous avez dit « moralisation » ?**

C'est alors que, dès 1983, le gouvernement commence à engager la destruction lente du statut des professionnels intermittents, afin de cadrer sévèrement les professions du spectacle et de l'audiovisuel sous prétexte de « moralisation de la profession » et empêcher toute diffusion des savoirs et des pratiques hors des lieux qu'ils avaient été « prévus pour » !

C'est ainsi que dans un protocole d'accord de l'assurance chômage des professionnels intermittents, on vit apparaître la notion de « code APE » : chaque structure employant des intermittents du spectacle fut obligée de demander à l'INSEE un numéro de code correspondant à ses activités, et une série de « codes » spécifiques fut créée pour les théâtres, la production audiovisuelle, etc. Dès lors, l'intermittent qui travaille pour une structure dont le code ne figure pas dans cette liste spécifique se verra refuser ses heures de travail pour le calcul de son indemnité chômage. Tiens ! Tiens ! Si un réalisateur est sollicité par un foyer de jeunes en difficulté d'insertion pour les aider à réaliser un film (dans lequel ils exprimeraient, par exemple, leurs problèmes d'accès à la scolarisation, à la santé, etc.), il ne pourra pas faire comptabiliser ces heures-là, et pourtant, il exerce bien son métier. Il est à parier que ce professionnel se lassera vite de ce travail militant et choisira plutôt la réalisation d'une émission de télévision qui, elle, a le « bon code ». C.Q.F.D. !

C'est ainsi que l'on voit apparaître sur l'accord de 1999, à côté de la signature du Medef, celles de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises et de l'Union professionnelle artisanale !

C'est ainsi que pendant trois ans le gouvernement socialiste a appliqué la politique de l'autruche en ne faisant rien pour que des négociations s'ouvrent pour proroger le précédent protocole d'accord sur l'assurance chômage arrivé à échéance, et a laissé s'installer un vide juridique, plutôt que de faire face à un conflit qui aurait risqué de ternir son image et d'empêcher sa propagande à l'approche du scrutin présidentiel !

Aujourd'hui, le gouvernement Raffarin peaufine le saccage engagé par les socialistes en réduisant considérablement l'accès aux indemnités chômage des professionnels intermittents.

Il est clair que si ce nouveau protocole est mis en application, près de 70 % des professionnels intermittents ne pourront plus exercer leurs métiers. Seuls resteraient celles et ceux qui travaillent de façon régulière pour les grosses structures privées – telles que la majorité des chaînes de télévision – qui réalisent beaucoup de « produits » peu chers du type « loft », ou autres « jeux » érotico-malsains, ainsi que des « séries » qui mettent en scène systématiquement des flics, des juges, des avocats, etc. propres à aliéner le public un peu plus chaque jour, en espérant l'abêtir suffisamment pour qu'il gobe en toute sérénité les réformes prévues pour enrichir les entreprises privées ! **S.**

## **Polémique à gauche**

**LE PS ACCUSE** la LCR de lui chercher des poux dans la tête et la compare au PC d'avant l'Union de la gauche. L'analyse des socialistes est partiellement exacte.

Si la LCR, comme d'autres obédiences trotskistes, a toujours en ligne de mire dans un avenir très lointain – eu égard à la sociologie du peuple de France très à droite et dont les enfants de soixante-huitards sont libéraux, voire arrivistes –, à plus court terme, la LCR, tout comme le Parti communiste d'avant le programme commun, fait un tapage à gauche du PS, histoire de récupérer quelques sièges de députés, des voix qui se transformeront en espèces sonnantes et trébuchantes via le financement public des partis politiques, et des tribunes pour les beaux parleurs qui en ont marre de ramer dans l'anonymat et veulent voir leur gueule à la télé. Mais même avec 25 % des suffrages, le Parti communiste n'a pas réussi à enrayer le capitalisme.

Par contre nos amis du PS et de la Ligue font une impasse sur des faits qui les gênent beaucoup plus.

C'est que ce n'est pas la Ligue qui a commencé à dénoncer le PS et sa politique libérale. Ce sont bel et bien les libertaires, notamment la CNT et la FA qui ont viré le PS des manif anti-guerre de ce printemps, alors qu'à Lyon la LCR, en se désolidarisant de ses petits copains de Lutte ouvrière et du Parti des travailleurs, faisait cause commune avec les Verts pour faire une place au PS dans les cortèges.

Ce n'est pas la Ligue qui a jeté du compost sur les représentants du PS qui venaient faire leur récup à Annemasse lors du G8. Ce sont les libertaires du Vaaag qui ont empêché le PS de se refaire une santé à gauche après cinq ans de politique antisociale, de privatisation tous azimuts (plus que Balladur), de mise en place de la flexibilité généralisée contre quelques jours de RTT (réduction du

temps de travail), de précarisation des chômeurs grâce au Pare.

Et, aujourd'hui, la LCR veut faire croire qu'elle est à l'origine de ces attaques contre le PS, qui, heureusement, est défendu par les alter-capitalistes d'Attac et leur président communiste qui voit d'un mauvais œil que les trotskistes de la Ligue essaient de prendre la place et les avantages institutionnels de feu le Parti communiste sponsorisé par Matra Hachette et les grands couturiers.

Et, comme par hasard, la presse ne dit mot des libertaires qui sont à la pointe du combat contre cette social-démocratie en trompe-l'œil, qui ne vise qu'à pérenniser les intérêts de cette bourgeoisie de gauche dont Strauss-Kahn est le prototype, lui qui déclare sur France-Inter que les socialistes doivent aimer les entrepreneurs. Dans cette affaire, les socialistes se choisissent un adversaire à leur mesure qui pourra, après quelques compromis, être intégré dans la majorité de gouvernement qu'ils cherchent à reconstruire. Quant à la Ligue, elle continue de ratisser dans la jeunesse contestataire les individus qui, effrayé par la propagande bourgeoise, n'osent pas aborder les thèses anarchistes. On leur a tellement répété que l'anarchie, c'était le chaos. Mais nous, nous ne vendons pas la bouteille d'eau trois euros comme ce fut le cas au Larzac, et tous les gens qui ont participé au Vaaag à Annemasse ont pu goûter au bonheur de l'autogestion. Alors que nos voisins de la Ligue, soutenus par Attac et les Verts, n'ont réussi qu'à faire une kermesse pathétique.

L'anarchie triomphera parce qu'elle s'intéresse à l'autosatisfaction des besoins réels des gens, et pas à la gloriole de quelques têtes pensantes qui font les dictateurs et la contre-pensée unique.

**Daniel T**

groupe Déjacque, Lyon

# Hécatombe à pic



André Sulfide

*ils*

ILS ÉTAIENT POURTANT pris en flagrant délit. On aurait même pu préciser, « de non-assistance à personnes en danger ». Le mercure au taquet, les services d'urgence en état de guerre, le gouvernement aux fraises et le chef de l'État dans sa cabane au Canada. Il a fallu que l'affaire soit livrée aux médias (qui n'en demandaient pas tant) pour que les Raffarin, les Mattei et autres Bachelot daignent réagir. L'affaire? Une mauvaise histoire de records. Canicule historique, températures quasi inédites et hécatombe à l'avenant. Plus de onze mille morts à ce jour, essentiellement des vieux, pour la plupart isolés chez eux ou dans les maisons de retraite.

C'est bien gênant tout ça, n'est-ce pas? Voilà un gouvernement capable de prévoir, pour les vingt ou trente ans à venir, des catastrophes démographiques assez inéluctables pour figuler d'ambitieuses réformes, mais complètement démuni quand il s'agit de prendre des mesures efficaces – et en temps utiles – contre un phénomène climatique ayant pourtant connu des précédents dans le monde, et du reste attendu par les services de Météo France.

Était-ce donc si complexe? Une canicule exceptionnelle sur tout le territoire, durant plusieurs jours, des records de température

notamment dans les grandes villes, et ainsi l'on meurt. « C'est la fatalité! » aurait pu lancer, désolé, le gouvernement s'il ne s'était emmêlé les pinces dans cette crise où l'irresponsabilité avérée des autorités le dispute à une mauvaise foi dont Lucien Abenhaïm, ex-patron de la direction générale de la Santé, a récemment fait les frais. Soyons compréhensifs: aux sommets de l'État, l'air doit être pur, frais, toujours. Loin des fournaies où rôtit le peuple d'en bas, les ambiances ne souffrent point l'absence de climatisation, entre autres douceurs. Et il faut bien une conférence de presse dans quelque ministère où la clim' fut ostensiblement coupée, pour que Roselyne Bachelot, improvisée enseignante en économie d'énergie domestique, goûte le plus momentanément possible aux affres de la surchauffe.

Ailleurs, en d'autres lieux où l'or ne brille pas, on apprend qu'une vieille dame a vainement cherché à se faire livrer de l'eau en bouteilles. Pour quelques packs, pas de voitures disponibles pour la livraison, lui a-t-on répondu. Parions que si cette infortunée cliente s'était mise en tête d'acquiescer un ensemble télé-magnétoscope, on aurait allégrement fait vrombir le véhicule requis et trinqué avec elle à la bonne affaire. À défaut

d'eau minérale, on peut toujours se consoler avec le Grand Bleu.

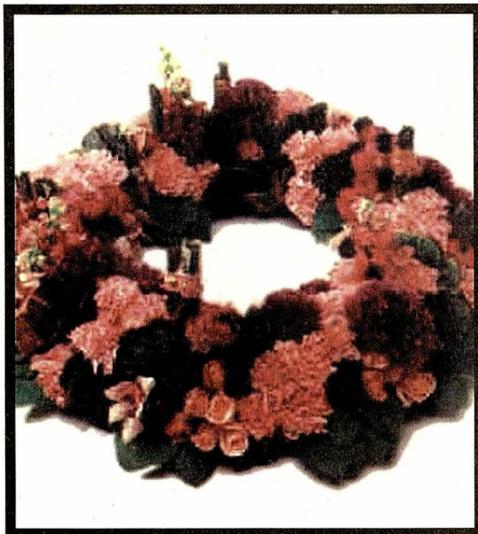
Et puis, comme l'heure est aux conseils, avis aux populations pauvres: économisez, économisez encore! L'eau va devenir un enjeu majeur pour les temps à venir, un marché où la soif des uns n'aura d'égale (et de conséquences) que les juteux bénéfices des autres. On en sait quelque chose dans le Tiers-Monde, ces endroits où l'on crève massivement de soif, de faim, de misère dans l'indifférence générale. Gageons que cette mortalité-là devra encore patienter longtemps avant de provoquer la moindre solidarité des privilégiés d'Occident et d'Orient.

C'est que la nature est mal faite. Une canicule exceptionnelle s'installe, et parmi les plus fragiles on meurt par milliers. On entasse les animaux d'abattoirs dans des cages minuscules, et les bêtes meurent par millions. C'est ainsi. Au bout de ces tristes calvaires, par une dernière ironie de l'histoire, les premiers rejoignent la destination promise aux seconds: camions frigorifiques et entrepôts réfrigérés de Rungis. Et les SDF – je parle des vivants – auront sans doute plaisir à constater à quel point les pouvoirs publics ne tremblent pas d'hésitation quand il s'agit de réquisitionner pour loger les morts. Ils et elles auront d'ailleurs tout l'hiver pour méditer là-dessus. C'est à pleurer de rage. Et les jours passent...

Là, l'œil rivé sur un autre thermomètre – celui des sondages – et craignant de voir ce niveau-là descendre sous la barre des 42 % d'opinions favorables (c'est un seuil comme un autre), notre bon Premier ministre s'est fendu de quelques visites bien vues dans la presse, maisons de retraite et services hospitaliers. Il n'en fallait pas tant pour affermir son attachement à une politique de proximité dont Raffarin s'est fait l'ardent défenseur depuis son arrivée aux affaires. Tous les jours, les hommes en bleu de la République patrouillent dans les rues pour nous le rappeler.

Mais voilà que ça grogne dans les chaumières. Et partout l'on tâche de chauffer les esprits, des médias qui en ont fait le dossier noir du gouvernement, aux notables de l'opposition qui jurent, la main sur le portefeuille, que eux aux commandes, jamais une tragédie pareille n'aurait pu endeuiller la France. S'ils ne manquent pas d'aplomb, ils ont la mémoire courte – ou sélective, c'est selon – quand on songe à d'autres affaires, celle du sang contaminé par le virus du sida par exemple, ou encore celle du naufrage de l'Erika, inopportunistement minimisé par Dominique Voynet, alors ministre (Vert) chargée de l'Environnement sous Jospin.

Et l'on sent bien, dans tout cela, que le peuple n'est pas dupe. Alors, tous en chœur dans les palais de la République, on s'écrite à la Grande Cause nationale. Le problème du vieillissement devient celui de l'abandon et de la solitude, et appelle à la « prise de conscience individuelle et collective » (Hubert Falco, secrétaire d'État aux personnes âgées, 56 ans et



DITES-LE AVEC DES FLEURS...

tous ses crocs). Voilà que l'affaire devient celle de la société. Ah! Elle a bon dos, la société! A-t-on besoin d'elle? On siffle à la démocratie, et là voilà qui accourt en jappant. Coûte-t-elle trop cher? On réduit la pitance, et la voilà qui avale sa gamelle en couinant. Veut-on l'abandonner? Mais voilà qu'elle grogne... Comment donc? On voudrait manger la main de son maître? Allez, couché! Pour ta peine, un jour de moins à ta liberté, et qu'on ne proteste pas, hein? La matraque républicaine reste à portée de main.

Comme d'habitude, on crée un nouvel état d'urgence pour serrer encore davantage la bride des asservis. Le dieu Travail exige le sacrifice d'un jour férié, déjà on parle du lundi de Pentecôte. Et sur cette question, on ne pourra pas reprocher au gouvernement sa lenteur, lui qui dès juillet dernier a commencé à sonder la population.

Osons tout de même une question: pourquoi la Pentecôte? Pourquoi pas carrément Noël? Au moins, l'on serait dispensé de dépenses, et chacun s'y retrouverait. Le pouvoir, qui ne nous a jamais fait de cadeaux, nous demande de le suivre dans ses efforts: prenons-le au mot. Noël ne vous semble guère judicieux? Alors, le 14 juillet! Les défilés militaires n'ont jamais brillé par leur utilité, tout en restant coûteux à la nation. Et voilà une économie qui serait belle! Alors? Non? Vous avez raison, allons-y franchement, proposons « tous » les jours fériés, dimanches compris. Dans notre société, il y a bien assez de solitudes et d'abandons pour que chacun soit sommé de garder la tête dans le guidon. Pour un peu, on prendrait cela comme un conseil d'ami. Car maintenant que l'on crève à domicile plus que de raison, vaut mieux pas rester chez soi. Alors, circulez! Retournez dans les usines, dans les bureaux, et surtout dans les boutiques. Que l'on continue de consommer avec frénésie. Aujourd'hui, les avis de décès, les obsèques, les ventilateurs... Demain, d'autres opérations tarifées. Puissent les malheurs des uns faire, au moins, la fortune des autres, et consolons-nous bourgeoisement.

Car le système ne change pas de moteur. Pour continuer d'avancer, toujours plus vite, vers un futur de supermarché, un seul modèle valable: celui du gagnant, quelle que soit la catégorie. Et malheur aux vaincus! Tout ce qui n'est pas sortable, tout ce qui n'est pas conforme est prié de rester caché: grabataires, handicapés, SDF, etc. Le système, « presse-people » en tête, dresse d'autres icônes à la vénération populaire. Et seule l'image de la vieille riche, reconnue, « starisée », « modélisée » a droit de cité dans l'espace médiatique. Un Eddy Barclay ou un Ernest-Antoine Seillière y feront toujours bonne figure.

Que l'oubli emporte les autres! Et qu'on prenne acte de cette vision de cauchemar: au seuil du tombeau, les vieux sont à l'avant-garde d'une société qui se laisse mourir d'hébété, d'ennui et de résignation. **A. S.**

# Chili 1973

## amnésie d'une barbarie impunie



Le coup d'État du 11 septembre 1973, mettait tragiquement fin au gouvernement de Salvador Allende. Naïvement, ce dernier pensait qu'une social-démocratie pouvait engager de justes réformes allant bien évidemment à l'encontre des intérêts capitalistes. Socialisme par en haut? Toujours est-il que les sombres salauds, au service de l'État, ouvraient une ère répressive et imposaient une chape de plomb terrible sur la population chilienne pour de nombreuses années. Durant dix-sept ans, la torture massive, suivie parfois de l'élimination physique comme outils de gouvernement, fera près de 400 000 victimes.

Augusto Pinochet et sa triste junta, fiers de leur victoire. Une pose qui n'est pas sans rappeler leur collègue espagnol Franco qui refusait alors de mourir.

# de la dictature à la démocratie

Gérard Delteil

**L**É 11 SEPTEMBRE 1973, le gouvernement d'Unité populaire de Salvador Allende était renversé par un coup d'État. La dictature de Pinochet, une des plus sinistres d'Amérique latine, allait durer quinze ans. Trente ans plus tard, si la démocratie est officiellement rétablie, les travailleurs et la population pauvre continuent à subir les conséquences de cette dictature.

C'est à 14 heures, le 11 septembre 1973, que Salvador Allende, président de la République du Chili, a trouvé la mort dans le palais de la Moneda. Assassiné par un commando militaire, selon certaines versions, suicidé selon d'autres. L'assaut du palais présidentiel, précédé d'un bombardement et d'une attaque de chars, n'aura duré que deux heures. Le *golpe* a été soigneusement préparé et planifié. Le jour même, à trois heures du matin, les putschistes se sont emparés de la base navale de Valparaíso. Dans tout le pays, des actions sont menées simultanément. La résistance armée sera très faible. Les militants et les travailleurs, privés de consignes claires de leurs organisations, sont totalement désorientés. Pourtant, un mois plus tôt, une manifestation rassemblait près de huit cent mille personnes devant ce même palais de la Moneda pour soutenir le gouvernement d'Unité populaire (union de la Gauche) élu en 1970 avec seulement 36 % des suffrages. Comment une armée qui ne

compte que 30 000 hommes, dont une partie d'appelés, a-t-elle pu écraser aussi facilement les masses populaires dans un pays de douze millions d'habitants marqué par de très fortes traditions de combativité de la classe ouvrière, où la CUT, principale centrale syndicale, est forte de centaines de milliers d'adhérents? Les carabiniers (la police), qui représentent environ 30 000 hommes aussi, n'interviendront qu'ensuite. Environ 10 000 hommes appartenant à des unités « sûres » suffiront à Pinochet pour mener à bien son coup d'État.

## Comment Allende a désarmé les travailleurs

Tout le monde au Chili savait qu'un coup d'État se préparait. Le 29 juin, une première tentative de putsch avait déjà été déjouée par le général Prats, ministre de l'Intérieur. Mais, le 22 août, c'est Allende lui-même qui renvoie Prats et nomme Pinochet général en chef des armées, sous la pression de l'état-major. On présente alors le futur dictateur comme un modèle d'officier républicain respectueux des institutions. Allende a d'ailleurs déjà pris depuis 1972 plusieurs militaires dans son gouvernement. Le PC chilien, un des plus puissants et aussi des plus staliniens d'Amérique latine, qui participe au gouvernement d'UP, vante lui aussi les « traditions démocratiques de l'armée ». Il n'y a pourtant pas si longtemps,

musclée



en 1969, un autre général, Viaux, a manqué de peu un coup d'État...

Si Allende a eu la dignité de refuser de fuir le Chili avec sa famille, comme le lui proposait Pinochet, et l'a payé de sa vie, il n'en reste pas moins qu'il a désarmé les travailleurs. Même dans sa dernière allocution radio, alors que les bombes et les obus tombent sur la Moneda, il n'appelle pas ses partisans à riposter par les armes. Il joue jusqu'au bout le jeu de la légalité constitutionnelle dont se moquent bien les militaires. Il a toujours refusé de distribuer des armes aux travailleurs, de crainte de mécontenter les militaires. Quelques mois plus tôt, il n'a pas hésité à condamner de jeunes marins qui avaient tenté de créer une organisation dans l'armée.

Arrêtés à Valparaiso, ces jeunes militants ont été torturés sans que Allende ni aucun de ses ministres ne protestent. L'armée a même procédé à une répétition générale, fouillant les maisons des militants à la recherche d'armes.

Toute la politique d'Allende, depuis sa victoire aux élections de 1970, a d'ailleurs consisté à tenter de concilier les intérêts de la bourgeoisie chilienne et ceux des travailleurs en menant un difficile jeu d'équilibre. Ses quelques mesures sociales, comme l'augmentation des salaires, la nationalisation des mines de cuivre (principale richesse du pays) et une réforme agraire sont beaucoup trop timides

pour répondre aux aspirations des travailleurs. Mais elles suffisent à indisposer la bourgeoisie chilienne et son protecteur nord-américain : la CIA investit près de 8 millions de dollars pour déstabiliser l'UP. Les dirigeants du PC, de la CUT et du PS (qui était à l'époque un parti à forte base ouvrière) freinent les travailleurs et refusent de les préparer à affronter un coup d'État. La seule mesure concrète de la CUT sera de disposer des sacs de sable autour de certaines entreprises. Dans quelques usines néanmoins, les ouvriers se sont armés, mais sans coordination, ces foyers de résistance tomberont les uns après les autres, très vite. Seul le MIR (Movimiento de la izquierda revolucionaria), petit parti « guérillériste » qui fournit des gardes du corps à Allende, s'est préparé à la lutte armée. Mais, d'une part, sa politique de soutien critique à l'égard de l'UP n'a pas contribué à clarifier la situation ; d'autre part, ses moyens sont très faibles. Le MIR sera écrasé en quelques mois, et la plus grande partie de ses dirigeants et militants exterminés ou contraints à l'exil. Le témoignage de Sergio Zamora<sup>1</sup>, ex-dirigeant de la gauche du PS et auteur d'un livre sur le coup d'État du 11 septembre, est éloquent. Zamora s'est retrouvé à vingt ans « chef du bureau militaire » de son parti, après la fuite ou l'arrestation d'une bonne partie de ses dirigeants. Il ne possédait qu'un unique revolver de petit calibre avec

lequel, en compagnie d'un autre militant, il a tiré quelques coups de feu sur un véhicule militaire, au hasard, avant de se faire arrêter lui aussi...

### Tortionnaires et Chicago boys

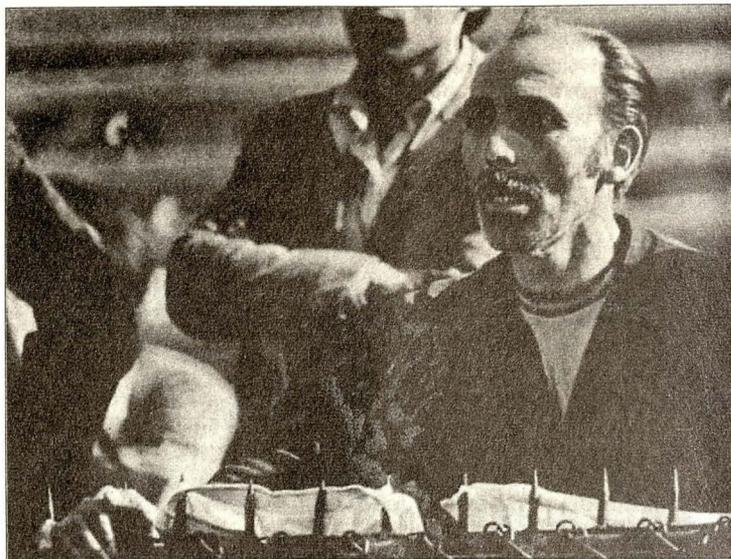
Si la politique d'Allende a été faite de valse-hésitations, celle de Pinochet sera énergique et féroce. Des dizaines de milliers de militants sont raflés, parqués dans des prisons et des stades.

Le parlement est dissous, la presse interdite, de même que toutes les organisations politiques et les syndicats. La répression est d'une violence extrême. Elle coûtera la vie à huit mille personnes.

Aujourd'hui encore, le sort d'un million de disparus est toujours inconnu. Un million de Chiliens, pas loin d'un dixième de la population, s'exilera. Des centres de tortures voient le jour dans tout le pays, dont la sinistre Villa Grimaldi dans la banlieue de Santiago, surnommée « le petit Auschwitz », et le bagne de Chacabuco dans d'anciennes mines de sel dans un désert du Nord. Les tortionnaires de la DINAM, la police secrète, souvent recrutés dans la pègre, emploient les méthodes les plus barbares avec la complaisance du dictateur. C'est l'époque où la CIA, en collaboration avec les dictatures qui règnent en Argentine, au Brésil,



Le 24 septembre, l'armée brûle les livres



Un détenu dans le stade

## Fin de l'impunité en Argentine ?

Le Parlement argentin, à l'initiative du président Kirchner, vient de voter l'abolition de la loi d'amnistie qui protégeait les militaires et policiers assassins de la dictature. À la différence du Chili, l'armée et la police sont en effet vomies par 90 % de la population argentine. La répression a fait dans ce pays 30 000 victimes, trois fois plus qu'au Chili. Et, surtout, la dictature s'est accompagnée d'une dégradation du niveau de vie, non seulement des classes populaires mais aussi de la petite-bourgeoisie. Les dictateurs militaires ne sont donc pas du tout considérés comme des « sauveurs », même par la bourgeoisie, mais plutôt comme un véritable gang de pillards – les cas de détournement de fonds sont innombrables. De plus, le président Kirchner, face à la terrible crise économique, s'efforce de donner quelques satisfactions à l'opinion. Certains tortionnaires ont déjà été jugés et condamnés. Tous vont-ils l'être ? C'est loin d'être certain car les pressions de l'armée restent fortes. Et, au cas où la population se soulèverait à nouveau contre la misère, elle pourrait être bien utile. Au plus fort des émeutes de Buenos Aires, voici un an et demi, les généraux avaient d'ailleurs proposé leurs services...

G. D.

en Uruguay et au Paraguay, met sur pied l'opération Condor qui vise à exterminer physiquement les révolutionnaires en Amérique latine.

Sur le plan économique, Pinochet va mener une politique ultra-libérale qui aboutit à creuser encore le fossé entre les pauvres et les riches. Il fait appel à des économistes américains, les fameux « Chicago boys », partisans de l'économiste réactionnaire Milton Friedman. Les mines de cuivre sont dénationalisées, les terres rendues à leurs propriétaires, l'inflation ronge les salaires.

Ce qui n'empêche pas la presse économique internationale de saluer le « miracle chilien ». Le Chili est devenu le paradis des banques qui poussent comme des champignons. Cette politique profite cependant à une partie de la petite-bourgeoisie, notamment aux employés du tertiaire, qui formera une base sociale pour le dictateur. Pinochet compte de nombreux amis parmi les chefs d'État des autres pays, non seulement ses protecteurs américains mais Margaret Thatcher qui le reçoit avec tous les honneurs. Et aussi le pape, qui vient fêter l'anniversaire du dictateur à Santiago en avril 1987 et qui interviendra plus tard en sa faveur.

### La renaissance de la lutte armée et la transition « démocratique »

Le pouvoir de Pinochet va cependant s'user en même temps que des difficultés économiques apparaîtront. D'autant que la résistance, d'abord très faible, va se développer peu à peu à partir des années quatre-vingt. Dans les entreprises, les ouvriers recommencent à s'organiser et à mener des grèves en dépit de la répression. En 1984 et 1986, la grève générale accompagnée de manifestations contraint

Pinochet à décréter l'état de siège. Sur le plan de la lutte armée, si le MIR a été décimé, de nouvelles organisations voient le jour. Le FPMR (Front patriotique Manuel-Rodriguez) créé par le PC en 1983 est la plus puissante de ces organisations. Elle reçoit le soutien de Cuba où sont formés ses cadres militaires. Le PC l'utilisera comme moyen de pression, mais le mouvement armé deviendra assez vite autonome. Le FPMR manquera Pinochet de peu lors d'un attentat à la roquette contre sa voiture en 1987. Les Lautaros<sup>2</sup>, un groupe populiste issu d'un parti chrétien de gauche, organisent eux aussi des attentats contre les sbires du régime et des distributions de vivres dans les quartiers pauvres. Les protestas, manifestations qui réunissent des milliers de jeunes descendus des poblaciones de la banlieue de Santiago, se multiplient. Face à cette situation, la bourgeoisie chilienne, qui redoute la chute sanglante de la dictature, va organiser une transition en douceur. C'est l'Église qui servira d'intermédiaire en 1988 pour convaincre Pinochet de soumettre son pouvoir à un référendum : 55 % des électeurs répondent « non ». Ce qui montre qu'il conserve tout de même beaucoup de partisans après 15 ans de règne !

À partir de 1991, un régime semi-démocratique est établi. Les élections conduisent au pouvoir un démocrate-chrétien soutenu par le PS, Patricio Aylwin. Le PC est laminé avec 6,6 % des voix. Une des premières mesures de la « Coalition » (gouvernement PS-Démocratie chrétienne) sera d'accorder l'amnistie aux militaires pour tous les crimes commis sous la dictature. Pinochet demeure d'ailleurs chef des armées, et l'armée dispose du droit de nommer une partie des sénateurs, dont Pinochet nommé sénateur à vie !

Ce rétablissement partiel de la démocratie est donc le fruit d'un compromis entre la classe politique qui retrouve ses prérogatives et l'armée qui conserve une partie des siennes. Le Chili est par exemple le seul pays du monde où la justice militaire peut juger des civils en temps de paix! Devant ce refus de sanctionner les tortionnaires, une partie des FPMR et des Lautaros poursuivront la lutte armée. La répression menée par la Coalition sera à peine moins féroce que celle de Pinochet: les flics, les militaires et les tortionnaires sont toujours les mêmes. Aujourd'hui encore, une quarantaine de militants de ces organisations, dont deux femmes, sont toujours emprisonnés. L'ex-dirigeant Lautaro Victor Gonzales est par exemple condamné à un siècle de réclusion! Une prison de haute sécurité conçue sur le modèle des établissements européens avec l'aide de conseillers français et allemands a été construite à Santiago. Des cas de tortures y sont périodiquement dénoncés par les associations des familles de détenus et par Amnesty International. Plusieurs centaines de militants mapuches ont été rejoints les Lautaro et FPMR derrière les barreaux au cours des trois dernières années. La population indienne chassée de ses terres mène en effet une lutte courageuse pour faire valoir ses droits. La répression a déjà fait de nombreuses victimes. Le gouvernement socialiste de Lagos, aujourd'hui au pouvoir, n'est guère plus sensible aux revendications populaires que Pinochet. Même la liberté de la presse reste très relative au Chili, où plusieurs journalistes ont été emprisonnés et certains assassinés. Brisée par quinze ans de dictature, la population connaît aujourd'hui une situation très difficile: chômage, pauvreté, développement de l'analphabétisme auparavant inconnu au Chili. Les gouvernements « démocratiques » ont poursuivi la politique libérale de la dictature, abandonnant à leur sort les jeunes et les travailleurs dont les luttes leur ont permis de revenir au pouvoir. Des quartiers pauvres qui furent des bastions de la résistance contre Pinochet sont aujourd'hui plongés dans la misère, la délinquance et la drogue. Cette situation explique d'ailleurs pourquoi la grande masse de la population s'est peu préoccupée du sort de Pinochet au moment de son inculpation, alors qu'une partie de la bourgeoisie et de l'armée se mobilisait pour le défendre. Le vieux dictateur termine donc paisiblement ses jours en liberté, riche de biens qu'il a pour une bonne part volés, comme beaucoup d'autres militaires. La bourgeoisie chilienne continue en effet à le considérer comme un sauveur qui l'a protégée de la menace révolutionnaire.

G. D.

1. Après Septembre, Sergio Zamora, Éditions Florent Massot

2 Lautaro était un Indien qui lutta contre les conquérants espagnols.



# L'armée et le parlementarisme

**Maurice Joyeux**

in *le Monde libertaire*, octobre 1973

**VICTIME DE CHOIX** parmi quelques milliers d'autres, Allende a été « suicidé »! Salvador Allende était un de ces intellectuels socialistes, gorgé d'humanisme, comme nous en avons tant connus et dont chez nous, Léon Blum fut un exemple édifiant. Allende avait rêvé de construire le socialisme dans la légalité, à l'ombre d'une armée de métier fidèle à la Constitution de son pays. L'innocent! On se sent pour lui une espèce de tendresse pitoyable qui est de la même veine que celle qui nous étreint lorsque l'on voit dans un film un animal doux et craintif traqué par des charognards.

[...] L'effondrement de cette tentative pour élaborer un socialisme dans le cadre de la légalité bourgeoise nous conduit à examiner deux institutions de notre temps: la démocratie parlementaire et l'armée!

[...] Le parlementarisme est une institution construite à l'usage d'une bourgeoisie libérale prospère. Il permet, dans le cadre d'une société de classes dans laquelle le profit est divinisé, de gommer les inégalités criardes

et spectaculaires qui sont des ferments de révolte susceptibles de remettre en cause le régime. Le parlementarisme est construit pour un type d'hommes qui ne veulent rien sacrifier de leurs privilèges mais qui espèrent faire vivre les classes dirigeantes et les classes exploitées dans un minimum de décence. Vouloir se servir, pour libérer les hommes des classes qui les oppriment, d'un système de ce genre est aberrant! Dans un régime dirigé par des parlementaires socialistes et libéraux, la démocratie joue dans le cadre qui assure la pérennité du système de classes. Les libéraux sont « bons ». Dieu, les grands principes républicains et leur sensiblerie les conduit jusqu'à l'extrême possibilité que le régime de classes offre pour améliorer le sort des déshérités, mais après?

Après, si vous mordez le trait, alors armés de leur bonne conscience, de leur confort intellectuel, ils deviennent féroces.

[...] Qu'on se rappelle! Aucune des transformations révolutionnaires du système économique ne fut le fruit de débats parlementaires. Depuis les Grecs jusqu'à nos jours,

## le Chili est à la Passerelle

### Mercredi 10

18 h 30 : « Écrire, c'est résister ». Soirée littéraire autour du 11 septembre 1973, du livre de Luis Sepúlveda *La Folie de Pinochet* et de la littérature d'Amérique latine. Organisée par les éditions Métalié.

### Jeudi 11

18 h 30 : L'après-dictature, projection du film *Chili, dans l'ombre du jaguar*, de Christophe Coello et Stéphane Goxe. Projection suivie d'un débat animé par Fanny Jeldlicki, sociologue.

### Vendredi 12

18 h 30 : Le Chili aujourd'hui : luttes sociales, résistance mapuche et répression. Projection du film *Mari chi weu* (Dix fois nous vaincrons), de Christophe Coello et Stéphane Goxe. Débat présenté et animé par l'association Tierra y libertad para Arauco sur les résistances mapuches. Pièce de théâtre sur les Mapuches. *Le Fils de l'Arc-en-ciel* de Diomenia Carvajal. Spectacle et mise en scène de la Compagnie des Mille Pas dirigée par Mylène Padoan.

### Samedi 13

15 heures : Tomé, l'expérience d'un centre d'accueil de jour pour enfants de la rue. 19 heures : Poèmes de Pablo Neruda. Il s'agira d'une lecture bilingue de poèmes par Rosa Rougeot et Camilo Ospina avec un accompagnement musical (piano) de Natalia Parrado.

### Dimanche 14

15 heures : Théâtre avec la troupe du Théâtre Aleph et des musiciens et chanteurs chiliens. Le Théâtre Aleph et Oscar Castro interpréteront *L'incroyable et triste histoire de l'exilé Mateluna et du général Peñaloza*. Jusqu'à 20 heures : Música chilena. La nueva canción chilena et les musiques traditionnelles.

### Côté expositions

Du 1<sup>er</sup> au 28 septembre  
Photos anciennes, peintures, le Chili sera sur les murs de la Passerelle pendant tout septembre. Images du coup d'État de 1973, *Avoir 20 ans à Santiago du Chili* de Grégoire Korganow (photos du livre publié aux éditions Alternatives), *Cosas pendientes*, peinture de Pedro Rodríguez Fisher, peintre chilien de Iquique.

La Passerelle, 3, rue Saint-Hubert, Paris 11<sup>e</sup>  
M<sup>o</sup> Saint-Maur. Tél. : 01 43 57 04 82.  
lapasserellequilombo@free.fr

lorsque le réforme menaça de remettre en cause les privilèges de classe, la bourgeoisie libérale s'efface pour faire place au sabre. « Pas en France », prétendent messieurs Mitterrand et Marchais! Ouais! Et Bonaparte, Cavaignac, Galliffet, Boulanger, Pétain, De Gaulle et j'en passe!

[...] Mais soyons sérieux. On ne défendra pas le monde du travail à grands coups de principes moraux. Ceux qui, avant Allende, ont essayé de sortir du système par la voie démocratique sont morts sous les balles des militaires ou ont pourri dans les prisons d'État. Ceux qui croient de leur devoir de continuer dans cette voie sans issue finiront comme leurs anciens sous le fer avec comme oraison funèbre les larmes de crocodile des libéraux et les applaudissements d'une galerie qui verra, à l'occasion de l'événement, ses actions remonter en Bourse, comme remonte celle des cuivres au Chili aujourd'hui.

[...] En France, prétend Marchais, la situation est différente. Ne rigolons pas. La

---

**« Lorsque les temps ne s'y prêtent pas, l'armée se contente de rapiner sur les herbages à moutons du Larzac. Lorsque le temps du brigandage est arrivé, elle se rue sur une nation avec la bestialité du chacal. »**

---

situation est identique. Et la démocratie parlementaire ne vaut pas mieux ici qu'ailleurs. La souplesse et la vénalité des parlementaires nous ont parfois permis d'échapper à l'aventure militaire car, lorsque les problèmes des structures économiques se posent, une partie des élus de cette gauche abandonnent leurs principes et rejoignent les parlementaires de droite pour assurer la pérennité d'une économie capitaliste de classes.

[...] La bourgeoisie libérale compte sur la compréhension de l'aile libérale de la gauche pour éviter le pire et imposer « légalement » le tour de vis. Sinon, elle fera appel à un militaire. Rappelez-vous! Pétain, De Gaulle, un autre et le tour sera joué. Il ne pouvait pas en être autrement au Chili, en France, partout ailleurs, parce que les structures démocratiques et leurs parlements ne sont faits que pour la modérer afin qu'elle survive.

[...] L'instrument de la répression, c'est l'armée. Ça a toujours été l'armée, ce sera toujours l'armée. Elle a été édifée pour cela! Considérer qu'elle puisse être le gardien vigilant d'une Constitution qui remet en question les conditions économiques du système, dont les classes qui en bénéficient (classes auxquelles l'armée appartient), est ridicule.

[...] Chaque fois que le peuple a voulu toucher aux privilèges, c'est l'armée sur l'injonction des possédants qui l'a pris à la gorge. Lorsque la force du peuple a semblé invincible, alors l'armée a attendu patiemment son heure et toutes les restaurations se sont faites à l'ombre de ses baïonnettes. Il n'existe pas d'armée légaliste et démocratique, il existe une armée avec tout ce que cette fonction suppose

de vices. La tragédie chilienne doit ouvrir les yeux sur la véritable nature de l'armée. Lorsque les temps ne s'y prêtent pas, l'armée se contente de rapiner sur les herbages à moutons du Larzac. Lorsque le temps du brigandage est arrivé, elle se rue sur une nation avec la bestialité du chacal.

[...] L'armée, c'est les claques, les compagnies de disciplinaires, les « taisez-vous je vous fous dedans! », l'armée de métier, c'est un ramassis de brigands qui de tous temps a constitué une association de malfaiteurs. L'armée, c'est la Commune de Paris, c'est Fourmies, c'est aujourd'hui le Chili saigné aux quatre veines par des canailles depuis longtemps à l'affût de leur mauvais coup.

[...] L'imagerie populaire a essayé de nous brosser un portrait d'une armée républicaine avec de jeunes classes au service de la République. Hoche, juste avant de mourir était à la tête d'un complot, préface au coup d'État de Bonaparte. Moreau, Pichegru, Augereau, un papier ne suffirait pas à signaler ces chefs

de guerre « républicains » qui ont eu la vocation de chefs de bande. Et si parfois quelques éléments supportables se fourvoient dans ce merdier, le milieu ne tarde pas à les façonner à l'image de l'Histoire.

[...] Nos anciens, que les révolutionnaires de parlement méprisent, avaient raison. L'armée, comme la Justice et l'Église, forme un tout. Le régime démocratique est une variante de structures mises en place pour asservir les populations. Le Chili après d'autres pays vient d'en faire la triste expérience. Les défilés, les heures de grève, les proclamations ne changeront rien à la situation du peuple chilien. Les pantalonades démocratiques ont amolli le mouvement révolutionnaire. Les signatures, les manifs, les palinodies électorales servent d'exutoire aux petits-bourgeois braillards. Il faut rompre avec le cinéma démocratique, revenir au combat révolutionnaire traditionnel.

[...] Il faut se battre ou subir! Et si on veut se battre, il faut s'y préparer avec toute la rigueur que cela impose. Le combat populaire qui sert à alerter la population, c'est à l'usine qu'il doit se livrer. Celui qui consiste à préparer les militants, c'est ailleurs qu'il se prépare en ne sacrifiant rien au folklore, au spectacle et à la fête.

C'est pour ne pas l'avoir compris que depuis cent ans les forces populaires, coincées dans la ratière démocratique par la classe dirigeante, ne peut plus que sauver l'honneur, c'est-à-dire tendre son cou au couteau du chourineur.

M.J.

# Les transgenres sont avant tout des sans-papiers

**LE TRANSEXUALISME**<sup>1</sup>, ou « transgenrisme » a toujours existé, à toutes les époques de l'humanité, au sein de toutes les civilisations. Mais aujourd'hui, les transgenres sont souvent nié-e-s dans leur genre, leur démarches, leur existence et leurs sentiments profonds, par les administrations étatiques et la plupart des psychiatres qui s'auto-proclament facilement « spécialistes ».

La France, est-ce dû à son pseudo « rang de fille aînée de l'Église », est l'un des pays les plus attardés de l'Union européenne, sur le sujet de la transsexualité, ou plutôt du transgenrisme.

De fait, les transgenres sont souvent contraint-e-s de se supporter dans un corps qui ne leur convient pas, sous le prétexte de « ne pas franchir les limites de la normalité et des fondements de critères et de normes », imposé par les religions judéo-chrétiennes ou musulmanes.

Or, vivre dans un corps qui ne correspond pas à son sexe peut provoquer, selon tous les experts, à une très grande souffrance et entraîner de l'anxiété, des dépressions, voire dans le pire des cas, l'automutilation ou encore pire, le suicide. En quoi les adeptes de la chirurgie esthétique et de la liposuction auraient-ils plus de légitimité? Depuis 1950, il existe pourtant des réponses médicales, mais plus ou moins bien vécues.

Pour Tom Reucher, psychologue activiste à l'association Vigitrans: « La transsexualité est un état transitoire entre un sexe et un autre, depuis la prise de conscience jusqu'au changement d'état civil. Or, cette phase est difficile et dure plusieurs années, avant de déboucher sur la décision de suivre un traitement médical [...] la chirurgie devant toujours rester facultative ».

En effet, la transformation par des traitements d'hormones est loin d'être parfaite et souvent, les hormones que les transgenres doivent prendre à vie, rendent stérile ou sont encore très lourdes à supporter, en cas de séropositivité.

Pour le psychologue: « Le traitement ne se transforme en succès qu'avec le changement du sexe et des prénoms, officiellement, sur l'acte de naissance. Sans cela, les transsexuel-le-s demeurent de fait: des sans papiers ».

Or, en France aujourd'hui, il est impossible d'adopter le prénom de son choix ou de changer son numéro de Sécurité sociale, sans une intervention chirurgicale (et réciproquement). Et encore, cette « tolérance » ne date que de 1992 et voit passer devant des commissions de psys, des dizaines de transgenres qui doivent, en général suivre un parcours d'au moins 2 ans, sous contrôle, avant que leur démarche soit acceptée. Mais pas forcément, pour autant, remboursée par la Sécurité sociale (pour rappel: contrairement à la chirurgie esthétique)!

Hélène Hazera, journaliste et militante d'Act-Up (et d'ailleurs): « Cette restriction représente environ 50 000 personnes pénalisées par la rigidité de l'état civil. Et comment avoir une vie sociale « normale » quand votre carte d'identité et votre carte de sécurité sociale arborent une mention opposée à votre apparence. Où se trouve alors le respect pour votre vie privée, lorsque n'importe quel agent administratif est en droit de vous demander de faire publiquement état de votre différence, voire en toute indécence: par une preuve concrète, physique... ».

De plus, les grands médias font énormément de tort aux transgenres. Par les témoignages qu'ils diffusent et qui n'apportent au grand public qu'une vision restreinte du problème qui met en avant les transsexuel-le-s opéré-e-s et laissent pour compte les transgenres non opéré-e-s, alors qu'ils sont plus nombreux-ses.

En effet, la plupart d'entre elles et eux ne souhaitent pas être opéré-e-s et ne bénéficient donc pas, de fait, de papiers conformes pour faciliter leur vie quotidienne.

Enfin, l'Organisation mondiale de la santé qualifie toujours les transgenres de « personnes souffrant de troubles d'identité du comportement ». Notons que pour mémoire, ce terme était celui attribué en France aux homosexuel-le-s, avant que Mitterrand ne le fasse changer en 1981... sous la pression active des luttes des lesbiennes, des transgenres et des gays.

Pour conclure, selon Hélène Hazera: « Le problème des trans n'est pas la sexualité, mais la discrimination. Et je m'estime chanceuse d'avoir pu exercer mon métier de journaliste, car trop de trans qui sont exclu-e-s du système scolaire et du monde du travail, sont en but à la violence urbaine directe<sup>2</sup>. Et la discrimination peut hélas aboutir, parfois, à la haine de soi. Face à l'indifférence de l'État et au mépris des psy, les trans ne doivent compter que sur leurs propres forces: c'est à dire, comme toujours, la lutte!... »

**Patrick Schindler**

*avec la grande complicité d'Hélène Swartz*

1. Transsexuel-le-s: terme employé à tort par les médias, les scientifiques et les médecins, en lieu et place de « transgenre ». Ce terme désigne une personne dont le genre ne coïncide pas avec son sexe et qui a le sentiment d'appartenir à un autre genre que celui que son corps laisserait supposer.

2. Rappelons que durant l'été 2003, 5 transgenres ont été assassiné-e-s aux États-Unis et 2 en France, dont une jetée dans un canal, par une bande de jeunes homo et transphobes.

# Les Femmes sur les ondes en Pologne

L'AFFAIRE du bateau néerlandais Langenord qui est aussi une clinique gynécologique obstétricienne est en ce moment en Pologne le thème le plus récent et le plus « hystérique » parmi les informations populaires et entre-tou-te-s les citoyen-ne-s. Le 20 juin dernier, près de la côte polonaise non loin de Vladivostok, le bateau hollandais de l'organisation féministe les Femmes sur les ondes s'était approché. Les féministes hollandaises avaient navigué vers cette destination, invitées par les féministes polonaises (à la demande de la fédération pour les femmes et du planning familial). Le bateau n'a pas pu accoster sans autorisation, le pouvoir local ainsi que les militant-e-s de la jeunesse polonaise d'extrême droite affilié-e-s au parti catholique de droite la Ligue des familles polonaises et autres anti-avortement étaient au courant.

À bord il y avait aussi des féministes qui avaient invité les Femmes sur les ondes, des anarchaféministes et d'autres militant-e-s pro-choix : elles/ils ont été attaqué-e-s par des membres de l'association la Défense de la vie. Les militant-e-s de droite criaient : « Criminel-le-s! Gestapo! Hier Hitler, aujourd'hui vous! ». Le Langenord n'a pas reçu l'autorisation de la part de la capitainerie du port d'aborder. Les militant-e-s de droite ont jeté sur le bateau des pierres, des œufs peints en rouge et des boulons.

Deux jours après, le bateau a accosté disant illégalement. Entre temps, les militant-e-s de droite ont occupé sans interruption le port. La capitaine du Langenord a demandé le droit d'abordage à cause de problèmes de moteur (ce qui s'est réellement passé). La police, la douane et une commission chargée de contrôler le droit à l'accostage de la clinique obstétricienne sont montées sur le navire.

Bien que le « Langenord » ait vraiment eu des problèmes de moteur, la capitainerie du port a décidé de faire payer au bateau une amende de 16 000 zlotys c'est-à-dire 4 000 euros. À propos de l'aspect légal de cette histoire, le Langenord n'avait pas besoin de la permission d'accoster car : premièrement, quand on a des problèmes techniques, on peut aborder sans autorisation ; deuxièmement, Langenord a le statut de yacht et non de bateau et les yachts peuvent toujours se trouver dans un port sans permission. La commission qui a visité le navire a trouvé des médicaments non

autorisés en Pologne. Elle s'en est saisie alors que ces médicaments sont légaux dans la zone maritime internationale. Les féministes polonaises et néerlandaises du bateau ont organisé une conférence de presse pour clarifier la situation et expliquer toutes les affaires législatives du Langenord. Le 25 juin, la direction locale, le procureur et la police ont permis la visite du bateau à tou-te-s ceux/celles qui le veulent. Simultanément, les féministes ont organisé une « troupe de gardiennage », car les attaques des sales extrémistes de droite ne cessent pas. Malgré cela, ces salauds et salopes organisent des petits groupes paramilitaires, qui se promènent dans Vladivostok et cherchent les « putains de féministes, criminelles d'enfants ».

Quand le groupe du Langenord aura payé l'amende (une totale absurdité légale et politique), elle pourra naviguer sur le territoire maritime international où n'a pas cours la législation polonaise relative à l'avortement. La Ligue des familles polonaise a déjà annoncé que si une femme polonaise montait dans le bateau, ils/elles prendraient des photos et les publieraient dans le journal avec le nom et le prénom de cette dernière (ceci est une méthode fasciste!) tout ça pour la défense « des enfants à naître »...

Globalement, toute cette hystérie autour du navire des Femmes sur les ondes est une affaire strictement politique. Le cercle d'extrême droite catholique, ecclésiastique a ses entrées à la mairie locale et à la capitainerie du port et il fait tout pour empêcher au maximum les féministes d'initier leur campagne.

Il est bon de se rappeler que dans cette campagne, il n'est pas question que de l'avortement qui en Pologne est interdit, ce pays détenant le triste privilège d'avoir une des législations anti-abortives les plus dures du monde, mais aussi essentiellement de l'éducation puritaine et sexiste. Maintenant, nous attendons les prochaines occasions : est-ce que le Langenord naviguera avec des polonaises sur le territoire maritime international? Cela se fera... Le corps des femmes n'appartient pas au clergé, à la mouvance d'extrême droite et à la morale catholique! Seules les femmes décident au sujet de leur ventre! Contre la législation scandaleuse antiabortive, pour le libre choix des femmes!

Lukaso

Traduit par ls@

## Ç'aurait pu être...

... un simple entrefilet dans le journal. Et pourtant la célébrité de la victime a eu le malheureux mérite de rappeler une réalité trop souvent oubliée : 10 % des femmes subissent des violences et, n'en déplaise à Elizabeth Badinter, même si toutes ne sont pas frappées, minimiser ces violences comme elle le fait dans son dernier livre est tout simplement scandaleux. Sans compter toutes les femmes qui ne portent pas plainte par peur des représailles ou parce qu'elles savent quel parcours de la combattante les attend en cas de dépôt de plainte, étant bien entendu qu'il n'y a pas de fumée sans feu, autrement écrit « qu'elles n'ont que ce qu'elles méritent ».

Je suis triste pour Marie Trintignant mais comme pour toutes les femmes qui sont décédées dans des circonstances analogues. Je renvoie à leurs responsabilités les personnes pour lesquelles la lutte féministe n'est pas au goût du jour. Je rappelle que réclamer qu'il y ait égalité entre toutes les personnes qui vivent en ce monde est évidemment réclamer l'égalité entre les hommes et les femmes.

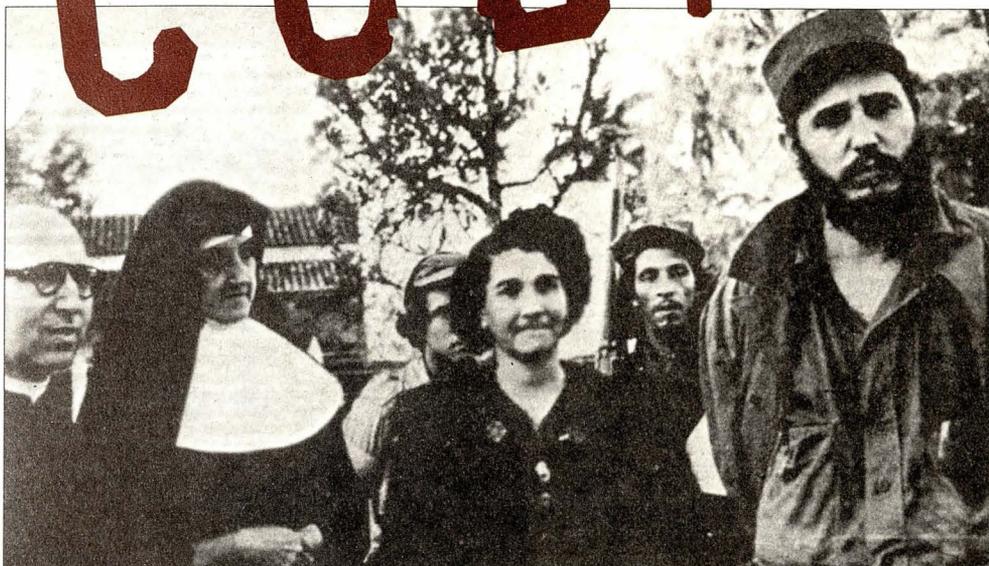
Je dénonce chez les publicitaires le goût du fric qui leur fait utiliser les femmes et leurs corps comme des objets tout juste bons « à baiser ou à maltraiter ». Je trouve scandaleux que Laëtitia Casta se soit affichée avec un cocard dans une pub vantant les mérites des soldes : quelle sinistre image elle a véhiculée! Peut-être que si elle-même avait subi ce sort, elle n'aurait pas eu le culot de s'avilir de la sorte.

Je pense que le responsable du meurtre de Marie Trintignant n'a rien d'un libertaire et que l'excuse de la dépression qui est servie à chaque fois qu'un homme frappe une femme cache la réalité de rapports basés sur la domination et le pouvoir.

Mesdames, non, la lutte féministe n'est pas dépassée ; non, nous les féministes ne sommes pas « des viragos mal baisées ». Nous avons seulement envie de vivre pleinement et pas soumises à la domination patriarcale capitaliste. Unissons-nous pour que plus jamais n'arrive à d'autres femmes ce qu'a subi Marie Trintignant.

ls@

# CUBA LIBRE!



Un curé et une bonne sœur admirent Fidel, qui marche sur La Havane.

## bas les masques!

**Dany Lenoir**

UNE RÉCENTE SÉRIE de communiqués issus du Mouvement libertaire cubain et de collectifs syndicalistes tentent de relancer l'information sur la nature du régime castriste et le sort de ses opposants. Ces communiqués exhortent aussi le mouvement libertaire international à sortir de son silence et à participer aux dénonciations publiques des exactions du régime castriste contre le peuple cubain.

Depuis la révolution de 1959 qui débarra le pays du dictateur Batista, s'est développé un courant de sympathie pour ce régime de fer. Alimenté par un anti-américanisme parfois primaire (non sans antécédents: Chili, Argentine, Salvador, Colombie, Guatemala, etc.), et par l'anti-impérialisme, le continent latino-américain a souvent exprimé un « soutien critique » à la révolution castriste et à la défense du régime communiste. Aujourd'hui, certains, d'Amérique jusqu'en Europe, voient à travers Lula (Brésil), Hugo Chavez (Venezuela) et Castro, les champions continentaux de la résistance aux USA. Et on oublie un peu vite les trahisons de Lula (qui vient de céder sur les OGM, qui emprisonne des syndicalistes, etc.), les méthodes de Chavez (qui fait pourchasser ses opposants par ses partisans, dans les rues) et les assassinats du régime cubain. Castro se voit ainsi mis sur le même plan que ces leaders du Continent, considérés comme honorables.

Cette « sympathie critique » (qui est d'abord un soutien politique) pour Fidel et ses sbires est manifeste jusque dans le mouvement

anti-mondialisation: l'empreinte des gauchistes et des communistes de tout poil n'y est pas pour rien; l'exploitation de l'icône du Che Guevara par le régime cubain a aussi joué sa fonction. Mais, pire, le mouvement libertaire international a aussi été victime de ce « soutien critique » au régime castriste. Notamment dans le contexte de la guerre froide et des décennies qui ont suivi, les associations libertaires (pas toutes!) ont souvent laissé les camarades cubains bien seuls face à la terrible adversité.

Une relative renaissance de l'opposition libertaire de l'intérieur et en exil (notamment avec le Mouvement libertaire cubain) se manifeste de façon publique depuis quelques mois. Le fil rouge de ses communications: encourager la contestation libertaire en réactivant la solidarité avec le peuple cubain et les victimes de la répression castriste, dénoncer les illusions et les mensonges qui fondent le « soutien critique ».

### **2003: la répression continue, la solidarité doit reprendre**

En avril 2003, le MLC écrivait: « Quand une longue et sanglante dictature, comme celle que préside Fidel Castro à Cuba, est récemment capable d'incarcérer pour de longues années plusieurs dizaines d'opposants et de fusiller trois jeunes Noirs pour des délits incertains et avec des preuves fallacieuses, il est impossible pour n'importe quel être humain de maintenir un silence complice. Nous ne pouvons pas, ne croyons pas qu'abandonner

Cet article a été rédigé avec l'aide d'un camarade du Mouvement libertaire cubain.

les protestations et les appels devant des faits de telle nature soit une attitude honnête, malgré toute la sympathie que conserve le fascisme castriste; bien au contraire, condamner et dénoncer cet abus de pouvoir est une nécessité impérieuse. Le terrorisme d'État, capable de n'importe quel crime, a prouvé avec ces condamnations aberrantes sa haine et sa lâcheté contre son propre peuple. [...]

« Le MLC, avec plus de quarante années de lutte constante et de contestation contre le fascisme castriste, tient à exprimer son plus énergique rejet de l'État cubain et réclame de ses compagnons anarchistes, au niveau mondial, la solidarité requise pour la liberté de notre peuple, et qu'ils rompent finalement avec ce mutisme complaisant. »

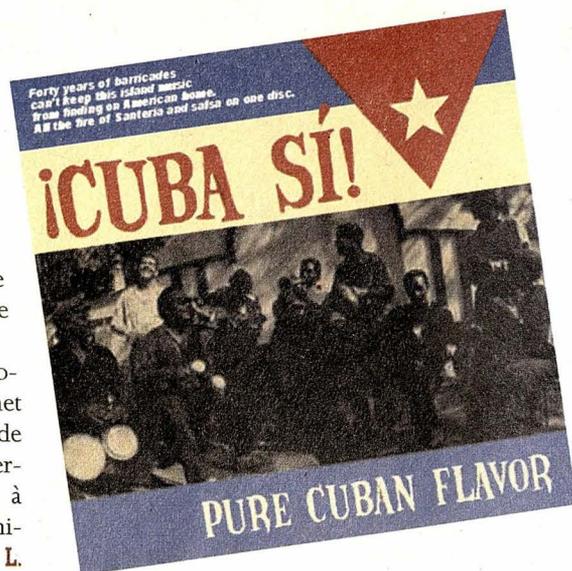
Le 5 mai, un Collectif de solidarité avec Cuba s'adressait à l'Association internationale des travailleurs (internationale anarchosindicaliste) et aux IWW (syndicat révolutionnaire américain) en signalant l'incarcération d'un syndicaliste de 38 ans, Miguel Galvan Gutierrez. Enfermé dans une cellule d'isolement de la prison d'Agüica, province de Matanzas, il est accusé d'être « un mercenaire au service d'une puissance étrangère » alors qu'il n'a fait que demander le droit à la liberté syndicale; il ne bénéficiera d'aucune réduction de peine, et le Tribunal suprême tardait à donner une réponse à un recours déposé par un avocat. Le cas de ce syndicaliste emprisonné est loin d'être isolé.

Au mois de juin, 18 personnes, toutes ayant fait de la prison en Espagne sous le régime franquiste et réunies dans un « Groupe pour la révision du procès Granado y Delgado » (deux jeunes anarchistes condamnés à mort par Franco pour un attentat dont il n'a jamais été prouvé qu'ils en furent les instigateurs) établissaient dans un long texte un parallèle entre les régimes de Franco et de Castro: même violence, même justice arbitraire, même manichéisme, mêmes exécutions pour terroriser, pays fermé aux regards extérieurs, etc. Ces camarades libertaires (dont Stuart Christie, Octavio Alberola, etc.) écrivaient à propos de la relative indifférence quant au sort des Cubains:

« Les raisons de cette "indifférence" sont multiples et diverses. Cela ne s'explique pas seulement par l'interrogation "Comment être contre la révolution cubaine?" Il y a aussi le peu d'intérêt des partis politiques et des gouvernements pour promouvoir de pareilles mobilisations. Ce n'est pas seulement parce que le thème cubain n'est pas rentable électoralement, mais parce qu'il y a beaucoup d'intérêts commerciaux... En plus, dans divers secteurs antitotalitaires, il y a aussi la crainte d'être assimilé à cette composante d'extrême droite (minoritaire mais très puissante à Miami) de l'anticastrisme qui réclame l'intervention yankee à Cuba. Mais bien que ces raisons expliquent la résignation générale face aux moyens répressifs de la dictature castriste, nous considérons qu'il est de

notre devoir de parler aujourd'hui et demain d'une répression que nous condamnons et condamnerons toujours. Et nous le faisons et le ferons parce que, pour nous aussi, "ne pas être d'accord est aussi un acte de conscience auquel on ne renonce pas" et la peine de mort est un acte de terrorisme d'État, même si celui-ci se prétend révolutionnaire ».

Pour finir, un communiqué dont la provenance reste incertaine, et publié sur Internet le 3 août 2003, signalait qu'une trentaine de syndicalistes indépendants, de jeunes libertaires et de sympathisants s'étaient réunis à La Havane pour fêter clandestinement l'anniversaire de la révolution espagnole. **D. L.**



## Désarmons-les Fermions la DSEi !

**Du 6 au 12 SEPTEMBRE** aura lieu à Londres, la Defence Systems Equipment International (DSEi). Ce salon se tiendra en même temps que le sommet de l'OMC de Cancun (Mexique). C'est le quartier de Canning Town, un des quartiers les plus défavorisés de la capitale qui l'accueillera, au Centre Excel. C'est la plus grande foire d'Europe consacrée aux armes en 2003. Au dernier salon DSEi, en 2001, il y avait 664 sociétés représentées et des délégués de 68 pays qui furent invités à acheter des canons, des mines, des tanks, des armes légères, des avions, et beaucoup d'autres choses qui aident les gouvernements à massacrer leurs peuples et ceux des pays voisins.

En faisant leurs courses dans ce vaste salon, on trouvera des délégués représentant plusieurs pays parmi les plus pauvres de l'Afrique et de l'Asie. Les riches gouvernements occidentaux, entre autres les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie, ainsi que leurs entreprises d'armements, les pousseront à acheter des armes coûteuses au lieu d'investir en éducation, en développement ou en médecine. Le gouvernement britannique verse des millions en subventions au commerce d'armes, tandis que le peuple est trop pauvre pour se payer de la nourriture saine, ses écoles débordent et ses hôpitaux sont délabrés.

La dernière exposition DSEi a eu lieu sur la période du 11 septembre 2001, le jour des attaques à New York et Washington aux États-Unis. Tandis que maintes entreprises autour du monde ont cessé les affaires, le salon des armes est resté ouvert. Pendant les trois jours suivants, plusieurs pays, y compris les États-Unis, Israël et quatorze pays arabes, ont continué, côte à côte, à faire des achats d'armes leur permettant de s'entre-attaquer!

DisarmDSEi coordonne depuis un an l'organisation d'une semaine de résistance (du 6 au 12), débats, actions et protestations contre cette foire obscène. L'objectif est que la riposte soit la plus grande possible contre un salon d'armement. Des appels ont déjà été lancés pour se rendre à Londres et user des méthodes et tactiques qui paraissent les plus efficaces. Le 9 septembre sera le jour d'actions non violentes; le 10, des actions de blocages et des manifestations sont appelées en laissant la liberté des tactiques et en appelant au respect des groupes affinitaires et de leurs espaces d'intervention. Toutes les initiatives visant des lieux stratégiques et militaires dans toute l'Angleterre et l'Europe sont encouragées.

Disarm DSEi est une coordination de groupes par couleur. Au sein de celle-ci, les libertaires se sont réunis en un Comité qui organise trois jours distincts au sein de la Campagne contre le salon. On y trouve notamment nos camarades de l'Anarchist federation (section britannique de l'Internationale des fédérations anarchistes), mais aussi Campaign Against the Arms Trade, SOAS People and Planet, SOAS Stop the War, Global Women's Strike, Rythms of Resistance, Wombles, Revo, Disobedience, CND, Women in Black, Anarchist Youth Network, Hackney Refugee and Migrant Support Group, D10, Carnivalistas, DestroyDSEi, Surrey Anarchist Group.

**Relations internationales de la FA**

Pour plus d'informations,  
disarm@dsei.org; www.dsei.org  
Tel: (+44) (0)78 17 652 029  
www.alasbarricadas.org (en espagnol)

# Bernard Lazare

Colloque international, du 16 au 18 septembre, Université de la Sorbonne, amphithéâtre Liard

## Mardi 16 septembre 2003

Vive l'anarchie! Vive le vers libre!

Présidence: Jean-Denis Bredin

**09h30**, Gilles Picq: « 1886-1895: dix années qui ébranlèrent le monde... des lettres. »

**09h50**, Véra Partensky: « Bernard Lazare: poétique du légendaire. »

**10h10**, Sophie Lucet: « Le premier symbolisme de Bernard Lazare. »

Discussion, puis pause.

**11h20**, Maxime Bourrotte: « La Fiancée de Corinthe: le théâtre symboliste comme une musique. »

**11h40**, Arnaud Vareille: « Prophétie et Histoire ou comment sortir du Jardin des Paroles. »

Discussion.

Présidence: Nelly Wilson

**14h30**, Hélène Millot: « Bernard Lazare: la critique est un sport de combat. »

**14h50**, Ronald Creagh: « Le mouvement anarchiste en 1890-1900. »

**15h10**, René Bianco: « Bernard Lazare et la presse anarchiste. »

Discussion, puis pause.

**16h20**, Jean-Louis Izrine: « Les anarchistes et l'affaire Dreyfus. »

**16h40**, Gaetano Manfredonia: « Le mouvement anarchiste après l'Affaire: crise ou renouveau. »

Discussion.

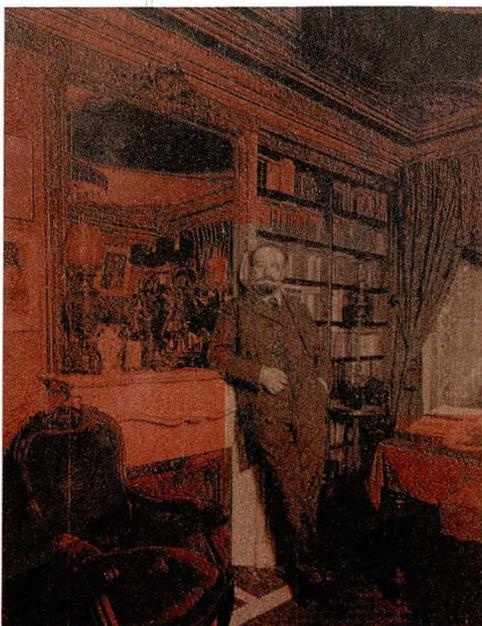
## Mercredi 17 septembre 2003

Le premier des dreyfusards

Présidence: Marcel Thomas

## Exposition

Lazare, la nécessité  
du 17 au 30 septembre 2003  
À la mairie du 3<sup>e</sup> arrondissement,  
2, rue Eugène Spuller.  
Inauguration le 17 septembre à  
18 heures



**09h30**, Michel Drouin: « L'Affaire: de l'iniquité à la réparation. »

**09h50**, Vincent Duclert: « Le premier intellectuel. Réflexions sur un avènement dans l'Affaire. »

**10h10**, Simon Epstein: « La solitude de Lazare, ou les errements d'une historiographie militante. »

Discussion, puis pause.

**11h20**, Philippe Oriol: « Des premières lignes aux lignes arrières: l'Affaire de Lazare. »

**11h40**, Emmanuel Naquet: « La Ligue des droits de l'homme et Bernard Lazare. »

Discussion.

Présidence: Jean-Marie Mayeur

**14h30**, Carol Iancu: « Bernard Lazare et Joseph Reinach. »

**14h50**, Jean-Pierre Gourcerol: « Bernard Lazare et les Dreyfus. »

**15h10**, Nelly Wilson: « Polémique, poésie et vérité: Bernard-Lazare vu et écouté par Péguy. »

Discussion, puis pause.

**16h20**, Maryvonne Sion: « Bernard Lazare franc-maçon? »

**16h40**, Jean-Denis Bredin: « Les dernières années. De la nuit des ghettos à la rue de Florence. »

Discussion.

## Au musée d'art et d'histoire du judaïsme:

### Judi 18 septembre 2003

« Je suis des leurs et je veux l'être... »

Présidence: Nancy Green

**09h30**, Robert S. Wistrich: « Bernard Lazare et l'antisémitisme. »

**09h50**, Siegfried Loewe: « Lazare admirateur et détracteur de Drumont. »

**10h10**, Sam W. Bloom: « L'appropriation et l'aldutération de Lazare par les négationnistes américains et français. »

Discussion, puis pause.

**11h20**, Catherine Fhima: « La judéité et les sociabilités juives de Lazare. »

**11h40**, Steven Uran: « Rencontre manquée et vies parallèles: André Spire et Bernard Lazare. »

Discussion.

Présidence: Henry Bulawko

**14h30**, Philippe Boukara: « Nationalisme juif, socialisme juif: leur émergence au tournant du siècle. »

**14h50**, Michael Löwy: « Nationalisme juif et internationalisme libertaire chez Lazare. »

**15h10**, Perrine Simon-Nahum: « Inclassable Lazare? entre prophétisme et socialisme. »

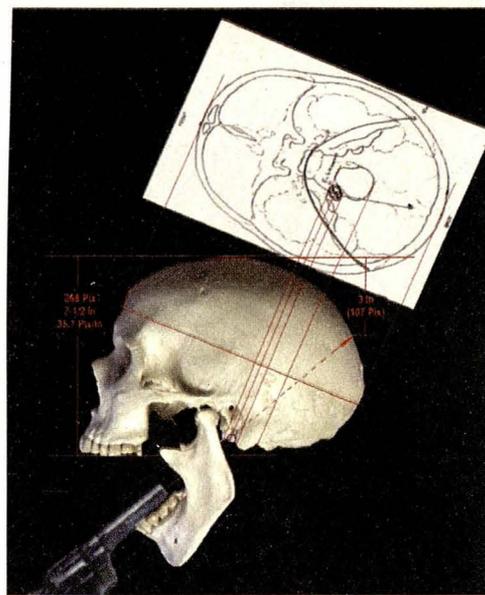
discussion, puis pause

**16h20**, Serge-Allain Rozenblum: « Bernard Lazare et Herzl. »

**16h40**, Eva Telkes-Klein: « Bernard Lazare et Isabelle à la lumière des archives Meyerson. »

**17h00**, Judith Stern: « Questions d'identité: une lecture personnelle de Bernard Lazare. »

Discussion.



## On les bouffera tous !

Ce rapport de police qui date de septembre 1897 nous apprend que les polars n'existent pas que dans la fiction. La police eut bien du fil à retordre avec les anarchistes. Elle nous révèle dans ses rapports, subjectivement, mais non souvent sans humour les coulisses de l'activité des anarchistes.

Émile Pouget, fils d'un notaire de la Dordogne Instruction soignée, habile, retors même. À la monomanie du journalisme. Aurait, on croit, fait une feuille au bagne, si on l'avait envoyé!

N'est pas doué sous le rapport de la parole, mais possède, en revanche une grande fécondité, une fois au travail.

Penche du côté de la conquête des syndicats par les libertaires et a tendance à mettre de l'eau dans son vin, mais n'en reste pas moins persuadé que tous les moyens sont bons: explosions, cambriolages, etc. pour combattre et dépouiller l'adversaire.

De concert avec Dupont et autres se livra, en Angleterre, à un petit commerce qui fit la joie de la colonie anarchiste et fut d'ailleurs très rémunérateur. Voici l'histoire:

Pilotell, dessinateur connu et collectionneur monomane acheta de très bonne foi à Pouget et à ses associés des dents qu'on lui présenta comme ayant appartenu à Ravachol et qui avaient été tout simplement extraites d'une tête de mort achetée chez un brocanteur de Dean street. Ces molaires (on croit que c'étaient des molaires) furent payées très cher par le collectionneur. On ne s'arrêta pas là. On fabriqua pour la circonstance, des autographes de Marat, de Danton, de Robespierre, etc.

Pouget gagna, pour sa part, à ces petites opérations 80 £ (livres) soit (deux mille francs) et se hâta d'en consacrer une partie à la création d'on ne sait quelle feuille de chou.

L'anecdote valait la peine d'être contée. Elle est absolument véridique et prouve une fois de plus, combien sont minces les scrupules des anarchistes, même de ceux les plus en vue.

Recherche transmise par Éric Jarry

**Jeudi 11 septembre**  
Paris 11<sup>e</sup>

Rencontre autour du film *Noam Chomsky: pouvoir et terreur*, entretiens après le 11 septembre de 19 heures à 20h30, à Hors-circuits, 4, rue de Nemours.

**Mardi 16 septembre**  
Paris 11<sup>e</sup>

Semaine du RATP. *Peut-on concilier le libre accès à la mobilité et l'écologie?* Débat à la Passerelle, 3, rue Saint-Hubert, M°Saint-Maur, à 20h30

**Mercredi 17 septembre**  
Paris 1<sup>er</sup>

Semaine du RATP. Action contre la dérive sécuritaire à 18h30, place du Châtelet.

**Samedi 20 septembre**  
Paris 1<sup>er</sup>

Semaine du RATP. Grande action *Porte ouverte*, à 14 heures, place du Châtelet.

**Dimanche 21 septembre**  
Paris 11<sup>e</sup>

Semaine du RATP. Action *Trottoirs payants*, à 15 heures place de la République.

**Lundi 22 septembre**  
Paris 1<sup>er</sup>

Semaine du RATP. *C'est la révolution*, à 18h30 place du Châtelet.

**Paris 13<sup>e</sup>**

Semaine du RATP. *Déplacements sous contrôle*, débat à 20 heures au cinéma le Barbizon, 141, rue de Tolbiac, M° Tolbiac.

**Mardi 23 septembre**  
Ivry-sur-Seine

Le Groupe libertaire d'Ivry (FA) organise une réunion publique sur le thème *Après les grèves du printemps et de l'été, quel bilan? Quelles perspectives? Contre le gouvernement et le Medef, autogestion des luttes, action directe!* avec la participation de militants anarchosyndicalistes. Au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, M° Pierre-Curie. Ouverture des portes dès 19h30, bar et petite restauration.

**27 et 28 septembre**  
Merlieux

Premier Village du livre off, organisé par le groupe Kropotkine de la FA. Débats, des auteurs, des prestations musicales, pour une grande fête du livre.

**Dimanche 14 septembre**

**Tempête sur les planches:** de 14 heures à 15h30, la disparition probable du Théâtre du Fil, souhaitée par le gouvernement, Les Tsigales, une compagnie d'anciennes comédiennes du Fil qui ont créé une association de soutien et proposent le soir du 14 septembre une soirée de soutien à Paris; le slam se décline en théâtre; regards sur quelques spectacles de la rentrée, entre autres Le jour du destin, de Michel del Castillo, l'histoire d'un anarchiste espagnol réfugié en France en 1950, professeur à l'université de Toulouse et en lutte clandestine contre Franco, au Théâtre Montparnasse; et, bien sûr, les nouvelles des luttes intermittents et interpro.

**Lundi 15 septembre**

**Les Destinées de l'histoire:** de 18 heures à 20 heures, reçoivent, Sylvain Boulouque, historien, pour *Les Anarchistes français, face aux guerres coloniales, 1945-1962*, paru aux éditions de l'Atelier de création libertaire. Un entretien réalisé en compagnie de Floréal.

**Mercredi 17 septembre**

**Le Manège:** à 14 heures, Alfredo Bryce-Echenique, auteur péruvien, pour *Guide triste de Paris, Un monde pour Julius* aux éditions Métailié.

**Blues en liberté:** de 10h30 à 12 heures, Willie Dixon, bassiste et découvreur de talents chez Chess.

**Lundi 22 septembre**

**Les Destinées de l'histoire:** de 18 heures à 20 heures, reçoivent, Sylvain Boulouque, historien, pour *Les Anarchistes français, face aux guerres coloniales, 1945-1962*, paru aux éditions de l'Atelier de création libertaire. Un entretien réalisé en compagnie de Floréal (Deuxième partie).

**Mercredi 24 septembre**

**Le manège:** à 14 heures, Régis Jauffret pour son nouveau roman *Univers, univers* aux éditions Verticales.

**Blues en liberté:** de 10h30 à 12 heures, Johnny Young mandoliniste électrique de Chicago.

Jackie Cruz .  
42, rue Espérandieu, 13001 Marseille  
Tél. : 0491 509608  
e-mail : potlatch98@hotmail.com

**Courrier**

Bonjour,

Avec des amis nous enregistrons un feuilleton radiophonique à partir d'un manuscrit dont l'auteur Antonio Gimenez est décédé en décembre 1982. À cette date, il animait le groupe local marseillais de la Fédération anarchiste avec sa petite fille Viviane Furet et Frédéric Alemany (compagnon de Viviane).

Nous sommes à la recherche de ces deux personnes et nous lançons un appel à tous ceux qui pourraient nous communiquer leurs coordonnées ou d'autres informations qui nous permettraient de les contacter.

Merci de nous aider à faire revivre les souvenirs d'un militant anarchiste qui a combattu en 1936 dans le groupe international de la colonne Durruti.

Cordialement,

Jackie

# semaine du libre et égal accès à la mobilité

du 16 au 22 septembre

Deux mois de prison ferme pour entrave à la circulation dans une cage d'escalier. Deux mois de prison ferme pour s'être déplacé dix fois sans titre de transport valable. La liberté de circuler, de « se poser » quelque part, est plus que jamais en danger dans nos sociétés sécuritaires. Les transports en commun sont devenus un des lieux de contrôle de nos déplacements: police des transports, vidéosurveillance, lois particulières. Même le ticket – 25 % du budget – sert plus d'outil de contrôle et de mesure de la mobilité qu'il n'est une véritable rentrée d'argent.

Le Réseau pour l'abolition des transports payants (RATP) lutte pour un libre et égal accès à la mobilité de tou-te-s. Il est anormal que les plus précaires d'entre nous (« sans », étudiant-e-s, travailleurs et travailleuses précaires.) et les plus démunis (personnes âgées, handicapé-e-s) aient une mobilité bridée, limitée par des barrières d'accès. Les services publics de transports, gérés par les usager-e-s et les salarié-e-s, doivent prendre en charge la mobilité de tou-te-s au même titre que le droit à la santé ou à l'école. Cela passe notamment par la mise en place de la gratuité des transports collectifs, seul garant du libre accès.

Il s'agit aussi de prendre en compte les nuisances écologiques que représentent les modes de déplacements motorisés et de réfléchir à une mobilité respectant notre environnement.

Pour la 3<sup>e</sup> année consécutive, le RATP organise une semaine de réflexion et d'action spécifiques pour que la question de la mobilité devienne un droit auquel tou-te-s aient accès. Tout au long de l'année, le RATP met en place des assemblées d'usager-e-s, des débats, des actions porte ouverte dans le métro...

## Le programme

**Mardi 16 septembre, 20h 30**

Débat. Peut-on concilier le libre accès à la mobilité et l'écologie?

Avions, voitures, trains, jamais il n'a été aussi facile de se déplacer. Pourtant, la mobilité a un coût social et environnemental. Peut-on assurer un libre et égal accès grâce aux transports écologiques?

La Passerelle, 3, rue Saint-Hubert, Paris 11<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Saint-Maur.

**Mercredi 17 septembre, 18h 30**

Action: dérive sécuritaire.

Vidéosurveillance, GPSR, délit de fraude d'habitude, etc. le RATP est un véritable laboratoire du discours sécuritaire. Venez avec nous le démonter. Venir habillé si possible en vert ou en blanc. Rdv place du Châtelet, M<sup>o</sup> Châtelet.

**Samedi 20 septembre, 14 heures**

Grande action: porte ouverte

Le ticket de métro ne rapporte quasiment rien à la RATP, moins de 25 % de son budget. Pire, elle représente un véritable coût: contrôle, impression des billets, guichets, portes anti-fraude. Il est temps que, comme l'école ou la santé, le libre accès aux transports devienne réalité. Alors prenons notre avenir en main!

Rendez-vous place du Châtelet, M<sup>o</sup> Châtelet.

**Dimanche 21 septembre, 15 heures**

Action: trottoirs payants. Prenons les choses à l'envers. À la place de réclamer les transports gratuits, réclamons les trottoirs payants! Eux aussi nécessitent un entretien. Tenue correcte exigée!

Rendez-vous place de la République, M<sup>o</sup> République

**Lundi 22 septembre, 18h 30**

L'action, c'est la vélorution! Il existe des moyens de se déplacer sans polluer: vélo, roller, marche. pas si facile dans une ville où la voiture est reine. Exprimons-nous en créant un embouteillage cycliste, roller et piéton. Organisé par [www.velorution.info](http://www.velorution.info)

Rendez-vous place du Châtelet, M<sup>o</sup> Châtelet.

**Lundi 22 septembre, 20 heures**

Débat, déplacements sous contrôles. Alors qu'on emprisonne les sans-tickets, d'autres couches de la population voient aussi leur mobilité remise en cause. de nouvelles lois qui permettent à l'outil répressif d'agir en toute impunité.

Nos déplacements devenant chaque jour un peu mieux contrôlés.

Cinéma le Barbizon: 141, rue de Tolbiac, Paris 13<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Tolbiac.

UTOPIES SOCIO-SONORES UTOPIES

# GREVE

# GENERALE

# ANTIBERALE

## APPEL A PARTICIPATION

Pour l'organisation d'une semaine collective\* d'action, performance et réflexion contre la marchandisation artistique et culturelle.

Y a-t-il une évidence politique dans l'acte expérimental?

Le mouvement social peut-il faire l'économie d'une réflexion sur les formes artistiques?

Comment protéger le travail de la marchandisation? (réseaux, associations, structures collectives indépendantes, etc.)

Pour l'organisation de cette semaine, nous comptons sur vos suggestions.

Merci de nous contacter à la revue: [revueetcorrigee@free.fr](mailto:revueetcorrigee@free.fr); par fax: 04 67 09 33 45 (Kristoff K. Roll); par courrier: Anne Fave, Emmanuelle Carquille, 67, rue de Paris, 93100 Montreuil; portables: 06 86 40 75 54 (Anne Fave) et 06 85 58 11 64 (Carole Rieussec).

Collectif des utopies socio-sonores

Utopies socio-sonores est une rubrique de « revue et corrigée » interrogent les liens entre art, langage et société.

\* Date et lieu à déterminer en fonction des suggestions, disponibilité...

UTOPIES SOCIO-SONORES UTOPIES

# lettre à Kissinger

Julos Beucarne

J'veux te raconter Kissinger  
L'histoire d'un de mes amis  
Son nom ne te dira rien  
Il était chanteur au Chili

Ça se passait dans un grand stade  
On avait amené une table  
Mon ami qui s'appelait Jara  
Fut amené tout près de là

On lui fit mettre la main gauche  
Sur la table et un officier  
D'un seul coup avec une hache  
Les doigts de la gauche a tranchés

D'un autre coup il sectionna  
Les doigts de la dextre et Jara  
Tomba tout son sang giclait  
6 000 prisonniers criaient

L'officier déposa la hache  
Il s'appelait p't'être Kissinger  
Il piétina Victor Jara  
Chante dit-il tu es moins fier

Levant les mains vides des doigts  
Qui pinçaient hier la guitare  
Jara se releva doucement  
Faisons plaisir au commandant

Il entonna l'hymne de l'U  
De l'Unité populaire  
Repris par les 6 000 voix  
Des prisonniers de cet enfer

Une rafale de mitraillette  
Abattit alors mon ami  
Celui qui a pointé son arme  
S'appelait peut-être Kissinger

Cette histoire que j'ai racontée  
Kissinger ne se passait pas  
En 42 mais hier  
En septembre septante trois

